

## **1. COMMISSION ADMINISTRATIVE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DES AUTORITÉS JUDICIAIRES**

### **1.1. Introduction**

Les autorités judiciaires ont vécu une année 2011 mouvementée à plusieurs égards, notamment en raison de la réforme de leur structure administrative et, parallèlement, en raison de l'entrée en vigueur des codes fédéraux de procédure civile et pénale dès le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Ces derniers, de même que la nouvelle organisation judiciaire neuchâteloise, ont profondément modifié les procédures. On citera quelques exemples significatifs de ces changements. Les tribunaux régionaux, répartis sur trois sites, sont à présent compétents pour toutes les causes civiles de première instance sans égard à la valeur litigieuse (procédure ordinaire). Ainsi, 210 dossiers gérés par le Tribunal cantonal jusqu'en décembre 2010 ont été transmis aux tribunaux de première instance, qui, après avoir pris connaissance des procédures en cours, ont relancé l'instruction de la plupart de ces causes simultanément. Ces affaires se poursuivent selon la procédure neuchâteloise ce qui impose aux magistrats de s'approprier et maîtriser deux codes de procédure civile pendant la période transitoire. De manière générale, que ce soit en matière civile ou en matière pénale, la durée des audiences a fortement augmenté car toutes les déclarations des parties doivent être dactylographiées. L'introduction de l'appel, également dans ces deux domaines, constitue un changement de première importance pour le Tribunal cantonal. Au ministère public, les instructions menées sont plus lourdes à gérer administrativement que celles des juges d'instruction auparavant et plus complexes que ne l'étaient les enquêtes préalables à l'époque, ce que reflète par exemple la consommation de papier qui a plus que triplé en une année. En outre, le nombre des auditions est nettement plus élevé que sous l'ancienne procédure pénale neuchâteloise.

La nouvelle organisation judiciaire prévoit la création d'une commission administrative des autorités judiciaires (CAAJ) composée d'un juge du Tribunal cantonal qui la préside, d'un représentant du Tribunal d'instance, et d'un représentant du ministère public. Pour la période 2011-2012, Nicolas de Weck représente le Tribunal d'instance, Marie-Pierre de Montmollin le Tribunal cantonal et Yanis Callandret le ministère public. Selon l'article 67 de la loi d'organisation judiciaire du 27 janvier 2010 (OJN), cette nouvelle commission est l'organe de gestion, d'administration et de représentation des autorités judiciaires et est autorité de nomination du personnel administratif judiciaire selon l'article 58 de cette même loi. Le secrétariat général, en la personne de Sandrine Di Paolo, également nouvellement créé, dirige l'administration des autorités judiciaires et exécute les décisions de la commission administrative (art. 78, al. 1, OJN). Celui-ci est principalement en charge de la direction du personnel judiciaire, de la gestion financière et assume la responsabilité du système de contrôle interne. Au cours de l'année 2011, la CAAJ et le secrétariat général, travaillant en étroite collaboration, ont notamment préparé le budget 2012, développé les outils de gestion nécessaires au pilotage, au contrôle de l'activité et à l'établissement des statistiques permettant la comparaison intercantonale, mis en place le système de contrôle interne administratif et, surtout, relevé le lourd défi de la restructuration des ressources humaines. De plus, la CAAJ a édicté diverses directives et règlements relevant de sa compétence.

La réforme des autorités judiciaires n'est pas encore terminée, mais, s'agissant d'un premier bilan provisoire, force est de constater que celle-ci s'est plutôt bien déroulée, principalement grâce au nombre important d'heures supplémentaires (2035 heures) effectuées par les collaborateurs

administratifs. Une évaluation plus fine interviendra après deux ans dans le rapport prévu par l'article 101 OJN. Les services transversaux de l'administration cantonale (SIEN, SBAT, SRH, SALI et SJ) doivent être remerciés pour leur soutien pendant cette période particulièrement chargée. Par ailleurs, le Grand Conseil a voté un crédit d'étude le 29 juin 2011 pour la construction d'un palais de justice absorbant le ministère public et le Tribunal d'instance. Les représentants du pouvoir judiciaire ont commencé à s'investir dans les déjà fort nombreuses séances et commissions relatives à ce futur bâtiment.

## **1.2. Ressources humaines**

### ***Restructuration suite à la réforme judiciaire***

Les juges d'instruction ont disparu, remplacés par les procureurs. Le nombre de ces magistrats est passé de huit à onze, répartis sur quatre sites: parquet général, parquet régional de Neuchâtel (2 sites) et parquet régional de La Chaux-de-Fonds. Deux greffiers-rédacteurs ont été engagés pour conduire une partie de l'instruction des affaires dites de masse (par exemple les infractions à la loi sur la circulation routière, en matière d'assurances sociales et les contraventions à la législation sur les chiens). Par contre, le nombre de collaborateurs administratifs est resté identique malgré les revendications de la commission administrative provisoire en 2010. Les pouvoirs exécutif et législatif ont ainsi préféré différer l'évaluation des effets de la réforme en matière d'effectifs supplémentaires plutôt que d'anticiper une situation de surcharge pourtant prévisible. Le ratio de personnel administratif par procureur est ainsi passé d'un procureur (ou juge d'instruction) pour 2.01 greffiers en 2010 à un rapport de 1.46 en 2011.

Selon l'article 8 OJN, "la fixation définitive du ressort du Tribunal d'instance ainsi que de celle de son siège fait l'objet d'une loi spéciale". Pendant cette période transitoire, soit jusqu'à la localisation du ministère public et du Tribunal d'instance à La Chaux-de-Fonds, l'article 98a OJN prévoit qu'il subsiste deux juridictions de première instance. Ainsi, les six tribunaux de district ont été remplacés par deux tribunaux régionaux, répartis sur trois sites (le Tribunal régional des Montagnes et du Val-de-Ruz à La Chaux-de-Fonds, le Tribunal régional du Littoral et du Val-de-Travers à Neuchâtel et à Boudry). Les autorités régionales de conciliation ont été intégrées aux tribunaux régionaux. Huit nouveaux magistrats ont été élus et deux postes de greffiers-rédacteurs ont été créés. Comme pour le ministère public, aucun poste de personnel administratif supplémentaire n'a pu être pourvu et le ratio de personnel administratif par juge de siège (en comptant les juges suppléants de l'époque) est passé de 2.55 greffiers avant la réforme à un rapport de 1.85 en 2011.

Les compétences du tribunal fiscal sont maintenant du ressort de la Cour de droit public du Tribunal cantonal. Ce dernier a de ce fait accueilli une magistrate et une secrétaire supplémentaires travaillant pour le tribunal fiscal jusqu'en décembre 2010.

Dans le cadre de la réforme, toutes les fonctions du personnel judiciaire ont été réévaluées sur la base de cahiers des charges établis par le secrétariat général. La CAAJ et la secrétaire générale ont rencontré les représentants du service des ressources humaines à deux reprises en début d'année. Le poste de secrétaire, commun aux trois autorités, a été colloqué en classe 4 alors qu'une partie des collaborateurs était en classe 3 auparavant. La hiérarchie des différents greffes (trois niveaux dans les tribunaux régionaux avec un greffier, un 1<sup>er</sup> substitut et un 2<sup>ème</sup> substitut

et deux niveaux dans les parquets du ministère public) a été conservée dans tous les sites. Elle préfigure l'organisation des greffes qui seront unifiés lors de la réunion des parquets et des tribunaux régionaux (qui seront remplacés par le Tribunal d'instance) en un bâtiment unique à La Chaux-de-Fonds.

Les intervenants ont évoqué toutes les classifications, notamment celles afférentes aux greffiers-rédacteurs qui, selon le pouvoir judiciaire, méritaient la classe 12 alors que le service des ressources humaines proposait une classe 11. Après discussion, la fonction de greffier-rédacteur au Tribunal cantonal est demeurée en classe 12, comme celle de juriste au service juridique de l'Etat, alors que la fonction de greffier-rédacteur aux tribunaux régionaux a été classifiée en 11. Un différend est en revanche demeuré à propos de la collocation de la fonction de responsable de la banque de données juridiques en classe 6 et de la fonction de greffier-rédacteur au ministère public en classe 11 au lieu de la classe 12 requise par la CAAJ.

Sur intervention de la CAAJ et du secrétariat général, le Conseil d'Etat a validé les projets de classification mais demandé au service des ressources humaines de procéder à une nouvelle analyse de la classification des greffiers-rédacteurs du ministère public et du responsable de la banque de données juridiques.

La CAAJ, nouvelle autorité de nomination selon l'article 58 OJN, a nommé tous les collaborateurs en mai 2011 dans leurs nouvelles fonctions, excepté les personnes dont la classification de fonctions faisait l'objet d'un désaccord ainsi que quelques collaborateurs dans une situation particulière impliquant d'importantes pertes salariales. En décembre 2011, la CAAJ a finalement pu nommer ces cinq employés auxquels les indemnités offertes avaient été soumises au Conseil d'Etat pour validation conformément à l'article 54 de la loi sur le statut de la fonction publique du 28 juin 1995 (LSt), afférent aux suppléments extraordinaires.

### ***Situation actuelle***

Le Conseil d'Etat, compétent au sens de l'article 4 du règlement concernant les traitements de la fonction publique du 9 mars 2005 (RTFP) pour valider les classifications, ne s'est toujours pas prononcé officiellement sur les deux fonctions dont la classification est mise en cause, soit le poste de greffier-rédacteur du ministère public et celui de responsable de la banque de données juridiques. Les autorités judiciaires, censées être autonomes depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 avec leur propre structure administrative et un secrétariat général responsable des ressources humaines, considèrent qu'elles devraient être compétentes pour gérer ce processus jusqu'à son terme, en collaboration avec le service des ressources humaines. Le système actuel conduit en effet à des lenteurs non imputables au pouvoir judiciaire et à des situations absurdes dans la mesure où la CAAJ devrait nommer des collaborateurs colloqués dans une classe qu'elle juge inappropriée, au terme d'une procédure d'évaluation menée par le service des ressources humaines jusque devant le Conseil d'Etat suivant des critères et à un rythme sur lesquels elle n'a guère de prise, hormis les propositions initiales. A tout le moins, la CAAJ entend défendre ses dossiers devant les pouvoirs exécutif et législatif en matière de ressources humaines et en veillant à la nécessaire égalité de traitement entre les différents employés de l'Etat.

Par ailleurs, les greffes du ministère public et de certains tribunaux régionaux ont commencé à souffrir de la sous-dotation en personnel administratif dès le début de l'année 2011. Les différents sites ont d'abord essayé de s'arranger au mieux sans demander de création de postes afin de se conformer aux objectifs de l'Etat, soit aux mesures prises pour respecter le frein à l'endettement.

Toutefois, les collaborateurs ont un crédit d'heures supplémentaires significatif, certains dépassant régulièrement les 200 heures mensuelles. Ceux-ci peinent également à prendre leurs vacances. Le Conseil d'Etat a, suite à deux requêtes, accepté la création d'un poste à plein temps de secrétaire au Tribunal régional des Montagnes et du Val-de-Ruz. De plus, la CAAJ a été contrainte de le saisir d'une nouvelle requête de création de poste, à savoir 0.5 EPT au parquet régional de La Chaux-de-Fonds, également dans une situation difficile.

Le ministère public a été touché de plein fouet par cette réforme, notamment en raison de l'augmentation du nombre de procureurs, du travail engendré par les affaires de masse traitées par les greffières-rédactrices et de ses nouvelles attributions légales. Le parquet régional de Neuchâtel a quant à lui bénéficié pendant les cinq premiers mois de l'année de l'assistance "tant que faire se peut" du parquet général, pendant deux mois de celle de la secrétaire du secrétariat général des autorités judiciaires à concurrence de 40 heures mensuelles et ponctuellement de l'assistance du personnel d'autres autorités judiciaires (Tribunaux régionaux et Tribunal cantonal) pour environ 40%. Toutefois, cet appui s'est avéré insuffisant et n'a pu perdurer, ces autres entités judiciaires ayant vu leur activité à nouveau s'intensifier après la phase de transition du début de l'année.

Le Conseil d'Etat a maintenu systématiquement tous les délais de carence relatifs à la création et au remplacement des postes vacants, y compris pour les greffiers-rédacteurs de la Cour de droit public, notoirement surchargée. Cette dernière cour a ainsi perdu l'équivalent d'une année de poste de greffier-rédacteur, ce qui a entraîné l'intervention du Conseil de la magistrature et la recherche de suppléants. Les autorités judiciaires, que ce soit la CAAJ ou le Conseil de la magistrature, devraient également décider de ces délais de carence dans la mesure où celles-ci sont en charge de la gestion de leur budget et de leurs ressources humaines.

Au vu de ce qui précède, on ne peut s'empêcher de se remémorer certaines remarques de la commission administrative provisoire dans son rapport de gestion 2010 (cf. pages 1 et 2): *"...le Conseil d'Etat a tenu dès le début des travaux de la commission administrative à garder la haute main sur les décisions qui étaient susceptibles d'avoir une incidence financière, qu'il s'agisse du logement des nouvelles autorités, de son budget de fonctionnement ou de la date d'engagement du personnel scientifique ou administratif en invoquant pour justifier sa position le fait que le pouvoir judiciaire était soumis aux mêmes procédures que les autres entités de l'Etat, selon l'art. 63 OJN, confondant ainsi, de l'avis de la commission administrative, la procédure, qui est un ensemble de règles permettant de rassembler les éléments nécessaires à la prise d'une décision, et le pouvoir décisionnel lui-même, qui est l'aboutissement de ce processus. En dehors de ces considérations juridiques, la commission n'a pu se départir de l'idée qu'il y avait là, de la part du Conseil d'Etat, une certaine méfiance quant à sa capacité à user avec parcimonie des ressources publiques alors qu'elle croyait avoir donné suffisamment de signes en sens inverse et qu'elle n'avait d'ailleurs pas remis en cause le respect des procédures administratives usuelles".*

### **Personnel des greffes**

Au Tribunal cantonal, Françoise Ferrari Gaud, jusqu'alors au service juridique de l'Etat, a été engagée et nommée le 1<sup>er</sup> mars 2011 en tant que greffière-rédactrice au sein de la Cour de droit public. Valérie Huguenin a été nommée secrétaire le 1<sup>er</sup> juin 2011. Celia Clerc et Alan Rebetz ont été engagés à titre provisoire le 1<sup>er</sup> décembre 2011 (remplaçant ainsi Nathalie Cuenin et Solange Borel Fierz suite à leurs démissions pour fin juillet et août derniers) et Alice Ruch le 1<sup>er</sup> avril 2011 en tant que greffiers-rédacteurs à la Cour de droit public. Sonia Bétrix-Koleva a remplacé Laurence

Jeanneret Berruex, qui a démissionné suite à la déclassification de sa fonction de 12 en 6, dès le 1<sup>er</sup> août 2011 comme responsable de la banque de données juridiques. Une greffière-rédactrice à 55% en congé-maternité a été remplacée à 65% pendant deux mois.

Dans les tribunaux régionaux, Daniella Catalano a été engagée comme secrétaire à Boudry le 1<sup>er</sup> janvier 2011. David Rosa, Stéphanie Wildhaber Bohnet et Estelle Matthis-Zwigart ont été engagés comme greffiers-rédacteurs dès avril et mai. Cinzia Polizzi a commencé à travailler comme secrétaire à La Chaux-de-Fonds le 21 novembre 2011, occupant ainsi le poste nouvellement créé. Quatre secrétaires ont augmenté leur taux d'activité de 10% pendant deux mois pour remplacer un congé-maternité d'une personne à 100% à La Chaux-de-Fonds. A Neuchâtel, la greffière-rédactrice à 60% en congé-maternité a été remplacée pendant trois mois à ce même taux.

Au ministère public, Laure Habersaat et Anne-Gaëlle Béguin ont débuté leur activité à 100% au parquet régional de La Chaux-de-Fonds le 1<sup>er</sup> janvier et au parquet général le 1<sup>er</sup> avril comme greffières-rédactrices. Au greffe du parquet régional de Neuchâtel, Mélanie Bosset a diminué son temps de travail de 100% à 40% dès le 1<sup>er</sup> janvier et Petula Hovorka a été engagée à cette même date à 60%. Au parquet général, Carole Clot a été nommée au poste de substitute dès le 1<sup>er</sup> mai 2011. Le poste de secrétaire de cette dernière a été repourvu par le biais d'augmentations des taux d'activités de Jessica Klézar, Geneviève Melly et Beatriz Tourino à concurrence de 70%. Francesca Traversa assume les 30% restants de septembre 2011 à mars 2012. Deux congés-maternité (160%) au parquet régional de Neuchâtel ont été remplacés par Francesca Traversa à concurrence de 20%, puis de 50%, pendant cinq mois et par une augmentation de 10% du taux d'activité d'une secrétaire pendant quatre mois.

Au secrétariat général, Sandrine Di Paolo a été nommée le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et Isabelle Droz a été engagée comme secrétaire le 1<sup>er</sup> juin.

### **1.3. Finances**

#### ***Procédure budgétaire 2012***

La base de discussion proposée au pouvoir judiciaire pour le budget 2012 était de 20.7 millions de francs, soit un montant inférieur d'environ 380.000 francs au budget 2011, conformément à la réduction linéaire imposée aux différents départements. La CAAJ a élaboré son budget en respectant le cadre du frein à l'endettement. Il a ainsi été décidé, à la demande du chef du DJSF, de réduire certaines provisions (par exemple en matière de suppléances de magistrats) afin de ne pas diminuer la marge d'autofinancement de l'Etat, le recours à la procédure du crédit supplémentaire étant jugé préférable. Lors des entretiens budgétaires, le chef du DJSF a assuré que le Conseil d'Etat se montrerait attentif en matière d'octroi de crédits supplémentaires à l'égard du pouvoir judiciaire en 2012, notamment vu les incertitudes en matière de ressources humaines liées à la réforme.

Concernant le budget du secrétariat général, l'entrée en vigueur du Code de procédure pénale fédéral, soit précisément son article 429 relatif aux prétentions des justiciables en cas d'acquiescement, a entraîné des frais supplémentaires à la charge de l'Etat qui augmenteront encore en 2012. Par ailleurs, les autorités judiciaires ont repris le budget relatif à la rémunération

des avocats-stagiaires dans la mesure où le secrétariat général est désormais compétent en matière d'engagement de ce personnel.

En outre, 1.4 postes ont été créés, soit un emploi de secrétaire au ministère public et 0.4 EPT pour le poste de responsable de la banque de données juridiques.

Le budget du ministère public a diminué de 1.400.000 francs pour deux raisons. La rubrique budgétaire intitulée "*détention pénale hors canton*" (650.000 francs) a été transférée au service pénitentiaire, qui constitue désormais la plate-forme de placement en matière de détention et qui assure donc ces coûts. De plus, la somme de 750.000 francs de la rubrique budgétaire "*médecins et experts*" a été transférée à la police neuchâteloise. Le ministère public paiera uniquement les frais d'actes d'enquête qu'un procureur ordonne et la police se chargera de ceux ordonnés par ses agents.

### **Gestion des comptes 2011**

L'année 2011 constituait le premier exercice de gestion des finances par le secrétariat général des autorités judiciaires. De manière générale, les autorités judiciaires ont respecté le budget 2011. On peut d'ores et déjà signaler que les frais liés à l'instruction des dossiers (rubriques liées aux paiements des interprètes, des médecins et experts ainsi qu'aux déplacements) risquent d'augmenter de manière significative en 2012; en effet, l'activité judiciaire qui avait légèrement ralenti pendant le 1<sup>er</sup> semestre 2011 a maintenant repris en plein, dépassant les prévisions moyennes pour 2011.

Par ailleurs, 850.000 francs ont été transférés en cours d'année 2011 à la police neuchâteloise (ministère public, rubrique budgétaire 318051) afin que celle-ci puisse assumer les coûts liés aux actes d'instruction que ses agents ordonnent directement. Ce principe a également été appliqué pour le budget 2012.

Les recettes du centre financier des tribunaux régionaux, soit 1.896.483 francs, ont dépassé le chiffre prévu de 136.483 francs, bien qu'une partie des recettes liées aux émoluments rapportés par les actes pour cause de mort ait disparu avec la nouvelle loi sur le notariat. Par contre, les recettes du Tribunal cantonal sont inférieures de 105.000 francs par rapport au budget prévu de 682.000 francs. Cette baisse est principalement due au transfert des dossiers de procédure ordinaire aux tribunaux régionaux et au fait que les émoluments perçus pour les appels n'ont pas compensé entièrement cette perte de compétence.

#### **1.4. Commission sur l'autonomie des autorités judiciaires**

Le 1er février 2010, la commission administrative provisoire (CAAJ-Prov) est entrée en fonction. Elle était composée de Jeanine de Vries Reilingh, juge au Tribunal cantonal, Pierre Aubert, président du Tribunal du district de Neuchâtel, et de Pierre Cornu, procureur général. Elle avait pour mission de "*prendre toutes les décisions nécessaires à la mise en place des nouvelles autorités judiciaires*". Dans l'exercice de cette charge, les membres de la CAAJ-Prov se sont rapidement aperçus que la notion d'autonomie n'était pas comprise de la même façon que l'on appartienne au Conseil d'Etat ou au pouvoir judiciaire.

Comme les divergences de vue concernant l'autonomie des autorités judiciaires paraissaient irréconciliables, notamment en matière d'établissement du budget et s'agissant du nombre de collaborateurs administratifs à engager, la CAAJ-Prov a saisi la commission judiciaire le 31 août 2010 en invoquant la loi sur la haute surveillance du 27 janvier 2004 (LHS). Le 16 septembre 2010, la commission judiciaire a reçu devant elle le chef du DJSF et une délégation de la CAAJ-Prov. Le 14 octobre 2010, la présidente de la commission judiciaire a estimé que les divergences d'interprétation des dispositions légales régissant l'autonomie du pouvoir judiciaire ne pouvaient être immédiatement aplanies, c'est pourquoi elle a proposé la mise en place d'une commission spéciale à laquelle le professeur Pascal Mahon était d'abord pressenti d'appartenir. Finalement, l'idée du renforcement de cette commission par un constitutionnaliste a été abandonnée.

Le 3 février 2011, cette commission spéciale en devenir s'est réunie. Les autorités judiciaires étaient représentées par Jeanine de Vries Reilingh, juge au Tribunal cantonal et membre de l'ancienne CAAJ-Prov, et par Nicolas de Weck, juge au Tribunal régional des Montagnes et du Val-de-Ruz, membre de la CAAJ. Étaient également présents Marie-Claire Jeanprêtre Pittet et Pierre-André Steiner, tous deux membres de la commission judiciaire du Grand Conseil ainsi que Bertrand Nussbaumer et Jean-Bernard Wälti, les deux membres de la Commission de gestion et des finances du Grand Conseil. Le chef du DJSF, qui estimait qu'il n'y avait pas de conflit de compétences, a refusé de participer aux travaux de cette commission. Au terme de la discussion, il a été convenu que la commission spéciale serait formée de deux représentants du pouvoir judiciaire et de la sous-commission de gestion et des finances pour le DJSF ainsi que d'un représentant de la commission judiciaire. Les membres de la sous-commission de gestion et des finances du DJSF ont accepté de recevoir chaque année, en dehors de toute divergence avec le Conseil d'Etat, la CAAJ pendant la procédure ordinaire de l'élaboration du budget. Enfin, la procédure de conciliation initiée par la CAAJ-Prov en 2010 a été suspendue, d'entente entre tous, durant les travaux de la commission spéciale.

Le 17 juin 2011, Jeanine de Vries Reilingh et Nicolas de Weck ont demandé à Bertrand Nussbaumer, qui avait été désigné pour présider la commission spéciale, de bien vouloir la convoquer.

C'est ainsi que le 16 novembre 2011, la commission spéciale a tenu séance pour la première fois en réunissant Bertrand Nussbaumer, Jean-Bernard Wälti, Pierre-André Steiner, Jeanine de Vries Reilingh et Nicolas de Weck. Les représentants des autorités judiciaires ont fait les propositions suivantes :

**a) L'octroi de l'autonomie complète :**

En matière financière :

En permettant à la CAAJ de disposer durant l'année en cours du montant global prévu au budget avec possibilité de compensation illimitée ainsi que d'un montant supplémentaire de 200.000 francs par année pour faire face aux dépenses extraordinaires.

En matière de gestion des ressources humaines :

Pour les décisions en matière de délai de carence et pour la classification des fonctions (accordée à l'article 10 de l'arrêté RSN 761.405 pour le SCAN).

**b) L'autonomie limitée :**

Dans tous les autres domaines :

En cas de désaccord avec des incidences budgétaires, il incomberait désormais au Conseil d'Etat, et non plus à la CAAJ, de saisir, dans un délai donné, la Commission de gestion et des finances.

Ces propositions ont été discutées au sein de la commission :

- Au sujet de l'autonomie financière complète du pouvoir judiciaire jusqu'à concurrence de 200.000 francs en sus du montant des dépenses figurant au budget, la commission a estimé que ce système serait contraire aux règles qui régissent le frein à l'endettement. Si un tel privilège était accordé au pouvoir judiciaire, il pourrait être invoqué comme précédent par les autres services de l'Etat, auxquels il serait difficile ensuite de refuser des avantages du même genre. Lors de cette discussion, il a été rappelé que l'autonomie financière et administrative du pouvoir judiciaire devait renforcer l'indépendance de la justice qui découle du principe de la séparation des pouvoirs. Pour les représentants du pouvoir judiciaire appartenant à la commission, la signification de la notion d'autonomie, qui est une exigence de droit constitutionnel, justifie que le financement des autorités judiciaires soit traité comme un cas particulier, sans crainte de compromettre l'égalité de traitement entre les différents services de l'administration et de créer un précédent qui affaiblirait la rigueur du frein à l'endettement. En définitive, pour les députés membres de la commission spéciale, l'autonomie en matière financière et administrative accordée au pouvoir judiciaire est davantage comprise comme un moyen de maîtriser les finances publiques en généralisant le système de l'enveloppe à l'ensemble des services de l'Etat, que comme la volonté de garantir l'indépendance de la justice en renforçant son autonomie financière et administrative.
- Concernant les ressources humaines, et plus particulièrement à propos de la compétence de classer les fonctions du personnel administratif du pouvoir judiciaire que la CAAJ souhaite se voir attribuer, la commission a estimé que les représentants du pouvoir judiciaire se trompaient en invoquant, à titre de comparaison, la législation et la réglementation du SCAN parce que ce service avait vocation à s'autofinancer, contrairement au pouvoir judiciaire dont le fonctionnement n'engendrait que des charges, ce qui justifiait à leurs yeux l'octroi au SCAN d'une plus grande indépendance. Il faut rappeler que la loi confère à ce service administratif, transformé en établissement autonome de droit public, une indépendance certaine. C'est ainsi que le conseil d'administration du SCAN dispose notamment de la compétence de classer les fonctions de son personnel. Lors de ces discussions, le renforcement de l'indépendance de la justice n'est pas apparu comme un argument suffisant pour justifier un renforcement de l'autonomie en cette matière. Concernant le délai de carence, la commission a rappelé qu'actuellement la décision de lever ce délai était une prérogative du seul Conseil d'Etat.

Finalement, les propositions du pouvoir judiciaire n'ont pas été suivies, sauf en ce qui concerne le délai de carence. A ce titre, il a été décidé d'examiner la possibilité de donner la compétence de déroger à ce délai à un autre organe lié au pouvoir judiciaire, mais qui ne se confondrait pas avec la CAAJ, pour garantir un contrôle extérieur et indépendant. Le Conseil de la magistrature pourrait jouer ce rôle. A titre de conclusion, le président de la commission a indiqué qu'il pensait que les divergences d'interprétation relatives à la notion d'autonomie de la justice se régleraient avec le temps au fur et à mesure des décisions que la Commission de gestion et des finances aura été appelée à rendre en cas de divergences futures entre la CAAJ et le Conseil d'Etat.

Par courrier du 18 novembre 2011, la CAAJ a souscrit à la proposition relative au délai de carence. A ce jour, celle-ci n'a pas reçu d'autres nouvelles.

Les autorités judiciaires estiment que la procédure de conciliation initiée en 2010 par la CAAJ-Prov doit être maintenue, et demeurer suspendue à tout le moins jusqu'au mois de juin 2013, lorsque la CAAJ devra déposer, conformément à l'article 101 OJN, un rapport consacré notamment à

l'adéquation de la dotation en personnel administratif et en magistrats des autorités judiciaires actuelles. Dans cette attente, la commission spéciale devrait poursuivre ses travaux en 2012.

En guise de conclusions, il convient de rappeler les propos du chef du DJSF lors de la séance du Grand Conseil du 27 janvier 2010 qui correspondent entièrement à la façon dont le pouvoir judiciaire comprend la notion d'autonomie à laquelle il aspire mais qui correspondent malheureusement peu au fonctionnement actuel des institutions :

*"Cette reconnaissance, cette confiance que le Conseil d'Etat a en le pouvoir judiciaire nous a d'ailleurs amené à vous proposer – et nous avons entendu que cette proposition-là est acceptée – à allouer encore plus de pouvoir aux autorités judiciaires et à leur reconnaître une indépendance financière et administrative. Il est important – même s'il n'y a pas eu de débat à ce sujet – d'attirer votre attention sur le fait que cette nouvelle autonomie et indépendance du pouvoir judiciaire doit notamment conduire les autorités judiciaires à avoir presque – parce que vous êtes l'organe suprême – la responsabilité exclusive de leurs budgets. Ils élaboreront dans le cadre des directives fixées pour chaque budget et les amèneront, s'il n'y pas d'entente possible, à demander notamment l'arbitrage de la commission de gestion et des finances (CGF). Ce n'est donc plus supervisé par le Conseil d'Etat, respectivement le département que nous avons le plaisir de diriger, mais directement entre pouvoir judiciaire et la CGF et cela amènera également les autorités judiciaires à avoir la maîtrise de leur gestion administrative. Jusqu'à la fin de cette année, le Conseil d'Etat se prononce par exemple sur l'engagement ou non de nouveaux collaborateurs dans les greffes, désormais, ce sera le pouvoir judiciaire qui aura cette compétence. La volonté du Conseil d'Etat a été à ce sujet permanente depuis quelques années de voir ce pouvoir avoir les attributs réels, décisionnels, financiers, de gestion d'un pouvoir et non pas être soumis aux velléités, réflexions d'un autre pouvoir"* (Procès-verbal, p. 77).

### **1.5. Bâtiment judiciaire**

Le 6 décembre 2010, le Conseil d'Etat a soumis au Grand Conseil un rapport relatif au projet de décret portant octroi d'un crédit d'étude de 2.6 millions de francs pour procéder à l'étude détaillée de l'implantation du ministère public et du Tribunal d'instance. Les magistrats ont fait part de leur réserve, par le biais d'un communiqué de presse du 10 janvier 2011, devant cette décision du Conseil d'Etat estimant qu'il conviendrait plutôt de tirer les leçons du régime transitoire tout juste mis en place avant de franchir une étape supplémentaire. Le Grand Conseil a néanmoins adopté ce décret en juin 2011. Dès la votation de ce crédit, la CAAJ a contacté le service des bâtiments et communiqué la volonté des autorités judiciaires de participer à l'élaboration de ce projet.

Un comité de pilotage (COPIL) a été constitué, composé des chefs du DGT et du DJSF, de la présidente de la CAAJ, du conseiller communal de La Chaux-de-Fonds en charge du dicastère de l'économie, de l'urbanisme et des ressources humaines, de l'adjoint au chef du SBAT, de la secrétaire générale des autorités judiciaires, de la secrétaire générale adjointe du DJSF et d'un chef de projet au SBAT. Il se réunira environ tous les six semaines et sa mission consiste principalement à contrôler les calendriers, les projets, budgets, mandats, et comptes ainsi qu'à proposer les moyens de gouvernance.

Une commission de construction ainsi que des séances d'utilisateurs ont également été instituées. Les greffiers, les représentants des magistrats et autres intervenants (par exemple la police pour la sécurité des bâtiments) seront ainsi consultés à tous les stades décisionnels.

L'établissement du cahier des charges et la préparation du concours d'architecte auront lieu lors du 1<sup>er</sup> semestre 2012 et le choix du mandataire se fera à fin 2012.

## 1.6. Instruments de contrôle

Selon l'article 72 al. 1 litt. g de la loi d'organisation judiciaire neuchâteloise (OJN) du 27 janvier 2010, *"la commission administrative est (...) compétente pour définir, en collaboration avec le Conseil de la Magistrature et avec l'appui du secrétaire général, les outils de gestion des autorités judiciaires, notamment ceux nécessaires au contrôle de l'activité, à la comparaison intercantonale et à la statistique"*.

Dès janvier 2011, le secrétariat général a développé des instruments de contrôle en se basant sur les travaux du Tribunal fédéral et de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ), retenant les indicateurs les plus fréquemment utilisés par les membres du Conseil de l'Europe ainsi que par certains cantons romands (notamment Vaud et Genève) pour mesurer les performances (essentiellement quantitatives) des tribunaux, soit le quotient de liquidation et la durée moyenne des procédures. Le rapport du secrétariat général mentionne également les différents instruments à disposition de la CAAJ et du Conseil de la magistrature afin de mesurer et objectiver, si nécessaire, le besoin en personnel administratif supplémentaire. De manière générale, il convient de relever que les divers instruments susceptibles d'être utilisés pour mesurer l'activité des tribunaux ne constituent que des indicateurs qui ne permettent pas d'expliquer à eux seuls le fonctionnement de la justice dans l'Etat de Neuchâtel.

Le rapport du secrétariat général sur les outils de contrôle a été mis à l'ordre du jour de deux rencontres entre la CAAJ et le Conseil de la magistrature en février et septembre 2011. La mise en œuvre et la publicité à donner aux résultats obtenus ressortent de la compétence du Conseil de la magistrature, en charge de la surveillance administrative des autorités judiciaires et de la surveillance disciplinaire des membres de la magistrature de l'ordre judiciaire selon l'article 48 de la loi sur la magistrature de l'ordre judiciaire et la surveillance des autorités judiciaires du 27 janvier 2010 (LMSA).

## 1.7. Système de contrôle interne

L'arrêté sur la gestion des risques et le contrôle interne au sens de l'article 6 du règlement sur le contrôle des finances, du 29 mai 2007, requiert des services de l'Etat de mettre en place un système de contrôle interne. Selon l'article 1 dudit arrêté, *"le système de contrôle interne est défini comme l'ensemble des activités, méthodes et mesures qui servent à garantir un déroulement conforme et efficace de l'activité de l'administration cantonale. Les mesures organisationnelles du contrôle interne sont intégrées dans le fonctionnement des départements, services et offices en ce sens qu'elles ont lieu parallèlement à l'activité, ou sont situées en amont ou en aval de l'exécution de l'activité"*.

En résumé, la secrétaire générale, responsable de la mise en place du système de contrôle interne (SCI), a procédé comme suit:

- évaluation des greffes par le biais de deux questionnaires et d'un inventaire des prestations et des risques de chaque autorité judiciaire,
- description des processus essentiels, des risques et des contrôles existants,

- mise en place des contrôles manquants, information du personnel et rapport annuel à la CAAJ sur le fonctionnement du SCI.

Ce processus a été terminé en août et validé en septembre 2011. Les principales mesures ont été prises, comme la rédaction d'une directive sur les compétences financières des greffiers, la traçabilité des contrôles des factures envoyées au secrétariat général pour paiement et une meilleure transmission de la comptabilité des greffes au secrétariat général pour information. Par ailleurs, ce dernier a demandé aux greffiers de chaque site d'effectuer en fin d'année une évaluation du travail de leurs collaborateurs.

Il y a lieu de préciser que le SCI a été mis en place uniquement pour les activités administratives réalisées dans les greffes et ne concerne pas l'activité judiciaire, soumise à la LMSA.

## 1.8. Informatique

La réorganisation informatique du pouvoir judiciaire analysée, préparée et testée tout au long de l'année 2010 a entamé sa phase de mise en exploitation le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Elle était articulée en trois volets, le premier volet débutant par une période d'indisponibilité d'une semaine de l'application Juris pour les utilisateurs. Cela était absolument nécessaire afin de permettre l'exécution effective de la réorganisation des bases de données informatiques et plus particulièrement de celles qu'elles contenaient.

En deuxième volet, pour permettre de répondre de manière optimale et efficiente aux demandes des justiciables pendant cette période d'indisponibilité évaluée à une semaine, la responsable informatique des autorités judiciaires a mis à disposition des utilisateurs JURIS une solution intermédiaire et provisoire consistant en un support informatique contenant une copie du programme et des données, mais en lecture seule. L'édition de documents (habituellement automatisée depuis Juris) devait durant cette période, de fait, être effectuée de manière manuelle par les utilisateurs, ceci en cherchant le maximum de convivialité informatique possible tout en jonglant avec les anciennes appellations présentes dans les en-têtes (tribunal du district de..) mais également les nouvelles (tribunal régional ...).

Le troisième volet de la réorganisation informatique a été initié le dimanche 2 janvier 2011 avec le bouclage des différentes comptabilités des tribunaux. Cette phase dans l'exécution des différents processus informatiques nécessaire à la réunion des plans comptables s'est déroulée sans aucun encombre technique.

Tous les processus informatiques définis et testés en fin d'année 2010 ont, de la sorte, pu être exécutés à partir du lundi 3 janvier 2011 et ce jusqu'au vendredi 7 janvier 2011. Les durées effectives de traitement ont dépassé les septante heures continues (hors sauvegarde). *In fine*, le lundi 10 janvier 2011, Juris était fonctionnel pour toutes les entités du pouvoir judiciaire, cela en respectant la planification prévue et sans aucun problème majeur à relever. Cette nouvelle version de Juris prenait en compte :

- la nouvelle organisation judiciaire (nouveaux sites, nouvelles instances, nouvelles cours, regroupement des sites, nouvelles fonctions du personnel),
- les nouveaux codes de procédures pénale et civile,
- les nouveaux modèles de documents.

L'interface InfoPol-Juris, attendue depuis pratiquement une décennie et prototypée en 2010, a été partiellement (pas en matière de rapports sur la circulation routière) installée dans la foulée, permettant ainsi au ministère public de reprendre une partie des données saisies par la police de manière automatique, évitant ainsi une double saisie avec les risques d'erreur que cela comporte, en gagnant en plus un temps précieux.

Des formations Juris spécifiques destinées aux magistrats de première instance ainsi que du ministère public ont été organisées dès le mois de février 2011, leur permettant ainsi d'acquérir une certaine autonomie dans la consultation des dossiers électroniques mais également dans la modification directe des jugements. Des formations Juris pour le personnel administratif des greffes se sont également déroulées afin de rafraîchir certaines connaissances et d'approfondir de nouvelles.

Au sein des autorités judiciaires, le secrétariat général a repris la présidence de la commission informatique du pouvoir judiciaire et organisé deux séances avec les représentants des trois autorités judiciaires ainsi que le SIEN. Les principaux sujets évoqués concernaient la communication électronique, l'état des lieux en matière informatique suite à la réforme, l'abonnement à Swisslex, le budget informatique des autorités judiciaires en 2012 et la publication de la jurisprudence du service juridique sur la même page que le site internet des autorités judiciaires dédié à sa base de données juridiques.

## **1.9. Divers**

Outre les sujets principaux évoqués dans les chapitres précédents, la CAAJ a :

- rencontré tous les chefs des services centraux pour améliorer les relations de partenariat,
- organisé la Conférence judiciaire réunissant tous les magistrats du canton de Neuchâtel le 24 novembre 2011,
- répondu à cinq consultations fédérales et cantonales,
- édicté huit directives relatives notamment à la gestion du budget, au processus du SCI et à la gestion du personnel,
- édicté le règlement de la tenue vestimentaire aux audiences du 23 mars 2011,
- examiné la problématique de la sécurité dans les tribunaux en collaboration avec la police neuchâteloise et le SBAT,
- participé à la plateforme d'échange organisée par le DJSF afin de mieux coordonner les actions des différents intervenants en matière de détention,
- organisé la première fête du personnel des autorités judiciaires.

## **2. CONSEIL DE LA MAGISTRATURE**

La CAAJ, dans sa composition actuelle, a commencé à travailler le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et c'est maintenant à celle-ci de décrire l'activité judiciaire selon l'article 74 OJN, le rapport du Conseil de la magistrature se contentant de traiter de son activité spécifique.

### **2.1. Les inspections des sites judiciaires**

Les visites des sites judiciaires sont effectuées par les membres titulaires et les suppléants du Conseil de la magistrature.

Pour préparer ces inspections, les statistiques faisant partie du rapport de la CAAJ donnent des informations utiles. Les greffes des sites fournissent, à la demande du conseil, des renseignements complémentaires sur le déroulement des procédures. Si des problèmes particuliers se posent, ils sont discutés lors des inspections. Le problème le plus fréquemment évoqué est le retard, les justiciables étant en droit d'obtenir des décisions dans des délais raisonnables. Certaines lenteurs peuvent s'expliquer par la complexité des procédures qui nécessitent une administration de preuves chronophage, par exemple l'audition de nombreux témoins, la mise en place d'expertises ou la nécessité de faire de nombreuses réquisitions. L'heure est d'ailleurs plutôt à la complication des procédures puisque les codes fédéraux, à quelques exceptions près, exigent une procédure écrite (verbalisation des déclarations des parties et des témoins). Il faut également prendre en considération le fait que la rapidité n'est pas le seul critère de qualité d'une procédure bien menée. Le plaideur a aussi droit à une décision bien motivée qui tienne équitablement compte de tous les aspects du litige. Enfin, tant les juges que les procureurs sont appelés, dans leur travail quotidien, à statuer sur des situations urgentes, ce qui les oblige régulièrement à revoir leurs priorités.

Lorsqu'après avoir tenu compte de tous ces paramètres, un retard est objectivement constaté, le conseil suit la situation de manière plus précise en demandant régulièrement un état des procédures.

Le retard peut aussi être lié à une sous-dotation de la juridiction, ce qui amène alors le conseil à faire des propositions. Le législateur s'est d'ailleurs donné une période probatoire de deux ans, soit jusqu'à fin 2012, pour examiner si les nouvelles structures mises en place étaient dotées conformément aux besoins (art. 101 OJN).

Les inspections se sont déroulées au mois de mai 2011 et ont donné lieu à un rapport destiné à la commission judiciaire du Grand Conseil.

A l'issue des inspections, le conseil a décidé de se concentrer en particulier sur l'intégration des procédures civiles transmises par le Tribunal cantonal aux tribunaux régionaux et sur l'activité de la Cour de droit public

### **2.2. Mobilité**

Lorsqu'un poste devient vacant au sein de la magistrature judiciaire, le conseil a la possibilité de le soumettre à la procédure de mobilité prévue par les articles 36 à 40 LMSA. Si la procédure est

ouverte et qu'un autre magistrat fait acte de candidature, il peut être désigné au poste vacant sans passer par une élection.

Ainsi, le 31 mai 2011, Pierre Cornu, procureur général, a cessé son activité. La procédure de mobilité a été ouverte et Pierre Aubert, juge cantonal, est devenu procureur général.

La procédure de mobilité a à nouveau été ouverte pour remplacer Pierre Aubert et Dominique Wittwer, jusque-là juge à la Cour de droit public à 50 %, a rejoint les cours civiles et pénales du Tribunal cantonal à 100 %.

Enfin le poste de Dominique Wittwer a été mis au concours et Joëlle Berthoud Schaer a été élue juge à 50 % à la Cour de droit public.

Cette institution relativement nouvelle (introduite en 2007) a ainsi bien fonctionné et a permis de démontrer que le choix, qui avait consisté à l'étendre à toutes les fonctions de la magistrature judiciaire était bon.

### **2.3. Contacts avec la commission judiciaire, le chef du DJSF et la CAAJ**

La commission judiciaire du Grand Conseil exerce la haute surveillance sur l'activité de la justice. Le Conseil de la magistrature doit donc lui faire rapport sur le suivi des inspections. Une fois par an, le bureau du Conseil rencontre la commission.

Les rencontres avec le chef du DJSF concernent plutôt des questions ponctuelles liées essentiellement au personnel judiciaire. Le conseil a attiré l'attention du chef du DJSF sur le fait que les secrétariats des parquets régionaux et le greffe du tribunal régional des Montagnes et du Val-de-Ruz étaient chroniquement surchargés et qu'une adaptation de la dotation en personnel s'imposait ainsi que sur les problèmes de délais de carence imposés aux greffiers-rédacteurs de la Cour de droit public, sans grand succès sur ce dernier point, malheureusement.

Le Bureau du Conseil de la magistrature a des contacts réguliers avec la CAAJ et le secrétariat général pour régler des questions de compétence et d'organisation. Cette collaboration est d'ailleurs prévue par la loi d'organisation judiciaire en matière de mise en place des outils nécessaires à l'examen de l'activité judiciaire.

### **2.4. Suppléances**

Le bureau du Conseil est compétent pour désigner les juges et procureurs suppléants. Il est bien conscient du fait que la désignation d'un suppléant doit rester une mesure exceptionnelle, les magistrats étant censés se suppléer eux-mêmes, ce qui est possible sur une courte période mais pas lorsque l'absence se prolonge.

Ainsi les trois magistrats qui composent la CAAJ sont suppléés à 30 % pour le représentant du ministère public et pour le juge de première instance et à 40 % pour la présidente du Tribunal cantonal. Le Bureau du Conseil de la magistrature a désigné Sarah de Montmollin et Marco Renna et Pierre-Henri Dubois pour suppléer Nicolas de Weck, Yanis Callandret et Marie-Pierre de Montmollin jusqu'à fin 2012.

La suppléance intervient également si un titulaire est victime, sur une longue période, de problèmes de santé. Le bureau a désigné Jean-Marie Röthlisberger, Anne-Catherine Lunke Paolini et Sarah de Montmollin pour suppléer Yves Fiorellino, juge au Tribunal régional du Littoral et du Val-de-Travers, site de Boudry entre mi-novembre et fin décembre.

Une intervention a également été nécessaire à la Cour de droit public qui, par le jeu des délais de carence, s'était vue privée de l'équivalent d'un poste à plein temps de greffier rédacteur sur une période d'une année. Le bureau a désigné en qualité de juges suppléants Philippe Schweizer à 30 %, Catherine Schuler-Perotti à 40 % et Françoise Ferrari Gaud à 30 % pour une période de six mois.

### 3. CONCLUSION

En 2010, la CAAJ-Prov avait très tôt identifié les conflits de compétences entre les différents pouvoirs que la notion d'autonomie des autorités judiciaires étaient susceptible d'engendrer, particulièrement en matière de gestion budgétaire et de ressources humaines. Au terme de cette année 2011, force est de constater que la définition de la notion d'autonomie des autorités judiciaires constitue toujours le défi principal que ces dernières devront relever dans les prochains mois. Rappelons que l'essentiel du problème tourne autour de l'interprétation que l'on peut donner de l'article 63 OJN dont l'alinéa premier consacre le principe de l'indépendance tandis que le deuxième le tempère en rappelant que le pouvoir judiciaire est soumis aux procédures applicables aux autres entités de l'Etat notamment en matière financière, de personnel, de locaux et d'informatique. De l'avis de la CAAJ, le fait d'être soumis à une procédure déterminée ne l'empêche pas d'être maîtresse de sa décision au terme du processus, tandis que le Conseil d'Etat est d'avis que la procédure englobe (du moins dans un certain nombre de cas, mais sans que l'on puisse clairement distinguer lesquels) le pouvoir de décider. Deux séances de la commission spéciale ainsi que différentes discussions entre le Conseil d'Etat et la CAAJ-Prov, puis la CAAJ, n'ont pas permis d'atteindre un consensus satisfaisant aux yeux des autorités judiciaires et les points de vues des trois pouvoirs sur cette question demeurent pour l'instant inconciliables. Le risque semble donc élevé qu'une fois ou l'autre, cette incertitude débouche sur des décisions contradictoires de la part du Conseil d'Etat et de la CAAJ, ce qu'il conviendrait d'éviter. Par exemple, à l'heure actuelle, il serait malaisé de définir le statut d'un collaborateur, dont la fonction serait réévaluée et validée par le Conseil d'Etat selon l'article 4 RTFP mais qui ne serait pas nommé par la CAAJ, insatisfaite de cette nouvelle classification de fonction. Cette question devrait idéalement être tranchée en 2012 afin que les autorités judiciaires puissent librement faire part de leurs conclusions quant au bilan de la réforme judiciaire que l'article 101 OJN leur demande d'effectuer après deux ans d'activités. A défaut de relancer de manière plus soutenue les discussions à ce sujet et cette fois en collaboration avec le Conseil d'Etat, il apparaît que seul l'avis d'un expert-constitutionnaliste, externe aux trois pouvoirs, serait en mesure de définir les contours légaux de la notion d'autonomie et de mettre un terme aux différends qui opposent parfois le Conseil d'Etat, le parlement et la CAAJ.

Après une année d'exercice et sans préjuger d'éventuels changements de circonstances lors de la rédaction du rapport selon l'article 101 OJN en 2013, les autorités judiciaires sont déjà en mesure de faire quelques remarques, principalement à propos de la situation actuelle du personnel judiciaire. Ainsi, le nombre de greffiers-rédacteurs au sein des trois autorités est appelé à s'élever. Le ministère public, qui connaît une hausse importante de sa masse de travail suite à la réforme, prévoit à court terme l'engagement de deux greffiers-rédacteurs supplémentaires et les tribunaux régionaux devront progressivement en augmenter le nombre pour améliorer le ratio actuel d'un collaborateur pour 10 juges qui s'avère totalement insuffisant. A court et à moyen terme, le

nombre de greffiers-rédacteurs dans toutes les instances cantonales devra être augmenté pour atteindre en définitive la proportion qui prévaut dans les autres cantons ou au Tribunal fédéral. Le nombre de collaborateurs administratifs devra également être revu à la hausse, surtout en faveur du ministère public, dont le personnel commence à s'épuiser à force de fournir un effort constant. Par exemple, il apparaît paradoxal de diminuer, voire de stabiliser, le ratio de collaborateurs par procureur alors qu'il est à présent de notoriété publique que les formalités que le ministère public doit accomplir selon le nouveau Code de procédure pénale avaient été sous-estimées par tous. Le procureur général du canton de Vaud, Monsieur Cottier, a déclaré dans le journal *Le Temps* du 16 janvier dernier qu' "*en termes de paperasse, la lourdeur a dépassé tout ce qu'on pouvait imaginer. L'excès de formalisme est sans doute le principal reproche adressé à ce code*". Dans les tribunaux régionaux, en particulier à La Chaux-de-Fonds, il sied de relever que l'augmentation du nombre de magistrats et le regroupement du personnel administratif de plusieurs tribunaux de district a créé un surcroît de travail de gestion qui n'existait pas auparavant, tels que la gestion journalière des ressources humaines, la tenue de séances régulières, l'organisation du greffe et de l'attribution des dossiers en fonction des absences ainsi que la complexité de la comptabilité. En conséquence, force est de constater que plus on concentre un nombre élevé de personne dans un même greffe, plus on doit mobiliser de collaborateurs pour s'occuper de l'organisation du travail et pour garantir l'efficacité d'une telle entité, ce qui n'est pas nécessaire dans de plus petites structures.

Ces premières constatations ne reflètent que les prémices des changements que cette réforme a engendrés. Il demeure moult incertitudes, après seulement une année d'activité, à propos de la configuration définitive du personnel judiciaire. Eu égard à ces quelques considérations, la décision du Conseil d'Etat d'initier dès 2012 la construction d'un bâtiment judiciaire unique à La Chaux-de-Fonds impliquera de se montrer prévoyant pour éviter de dimensionner chichement un hôtel judiciaire, qui pourrait dans ce cas être déjà trop petit lors de son inauguration, alors qu'il s'agit d'ériger une construction phare à la mesure des ambitions d'un canton qui aspire à ne devenir qu'une seule agglomération. Ainsi, l'établissement du cahier des charges dudit bâtiment doit être effectué en avril prochain, l'organisation d'un concours d'architecture en été et le vote du crédit de construction par le parlement au début de l'année 2013. Même si ce processus constitue un défi passionnant que les autorités judiciaires se réjouissent de relever, celui-ci est fondé sur des conclusions qui devaient être prises en 2013 suite à l'établissement du rapport selon l'article 101 OJN. Les autorités judiciaires feront de leur mieux pour collaborer efficacement à ce projet mais elles ne peuvent manquer de relever que l'avantage de faire voter le crédit avant la fin de la législature paraît bien mince en regard des erreurs d'estimation que cela pourrait engendrer et alors que le nouveau bâtiment devrait être apte à remplir ses fonctions pendant plusieurs décennies.

## 4. STATISTIQUES

### 4.1. Ministère public

|  | Parquet général | Parquet régional de Neuchâtel (BAP) | Parquet régional de Neuchâtel (Pommier 3a) | Parquet régional de La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|-----------------|-------------------------------------|--|---------------------------------------|-------|
| <b>Affaires enregistrées dans l'année (par dossier)</b>            | 1258            | 580                                 | 2700                                       | 1908                                  | 6447  |
| <b>Décisions rendues durant l'année (par prévenu) :</b>            |                 |                                     |  |                                       |       |
| <b>Ordonnances de non entrée en matière</b>                        | 591             | 119                                 | 408  | 602                                   | 1720  |
| <b>Classements</b>   | 56              | 114                                 | 149  | 293                                   | 612   |
| <b>Ordonnances pénales</b>   |                 |                                     |  |                                       |       |
| - sans instruction   | 431             | 174                                 | 1862                                       | 763                                   | 3230  |
| - après instruction  | 45              | 39                                  | 34   | 197                                   | 315   |
| <b>Opposition à une ordonnance pénale :</b>                        |                 |                                     |  |                                       |       |
| - Transmission directe tribunal suite à opposition                 | 64              | 17                                  | 89   | 46                                    | 216   |
| - Acte d'accusation suite opposition                               | 0               | 1                                   | 0  | 1                                     | 2     |
| - Ordonnance pénale suite à une opposition                         | 11              | 1                                   | 100  | 7                                     | 119   |
| - Ordonnance de classement suite opposition                        | 5               | 1                                   | 86   | 6                                     | 98    |
| - retrait opposition   | 0               | 2                                   | 3  | 8                                     | 13    |
| - mise en force OP suite non comparution                           | 1               | 0                                   | 13   | 1                                     | 15    |
| <b>Renvois "directs" devant un tribunal de police (-12 mois) :</b> |                 |                                     |  |                                       |       |
| - Tribunal du Littoral   | 17              | 25                                  | 2  | 9                                     | 52    |
| - Tribunal des Montagnes   | 5               | 0                                   | 0  | 15                                    | 20    |
| <b>Renvois "directs" devant un tribunal de police(+12 mois) :</b>  |                 |                                     |  |                                       |       |
| - Tribunal du Littoral   | 0               | 6                                   | 10   | 1                                     | 17    |
| - Tribunal des Montagnes   | 1               | 0                                   | 3  | 2                                     | 5     |
| <b>Renvois devant un tribunal criminel :</b>                       |                 |                                     |  |                                       |       |
| - Tribunal du Littoral   | 9               | 29                                  | 4  | 1                                     | 43    |
| - Tribunal des Montagnes   | 0               | 0                                   | 0  | 7                                     | 7     |
| <b>Procédures simplifiées :</b>                                    |                 |                                     |  |                                       |       |
| - Tribunal de police du Littoral                                   | 1               | 0                                   | 1  | 1                                     | 3     |
| - Tribunal de police des Montagnes                                 | 0               | 0                                   | 0  | 3                                     | 3     |

|  |     |    |    |     |     |
|--|-----|----|----|-----|-----|
| <b>Procédures simplifiées :</b>                      |     |    |    |     |     |
| - Tribunal criminel du Littoral                      | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   |
| - Tribunal criminel des Montagnes                    | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   |
| <b>Renvois devant un Tribunal des mineurs</b>        |     |    |    |     |     |
| - Tribunal du Littoral                               | 0   | 0  | 0  | 1   | 1   |
| - Tribunal des Montagnes                             | 0   | 0  | 0  | 4   | 4   |
| <b>Dessaisissements en faveur d'autres autorités</b> | 147 | 13 | 10 | 17  | 187 |
| <b>Décisions de suspension</b>                       | 104 | 51 | 55 | 107 | 317 |

|  |     |     |     |     |      |
|--|-----|-----|-----|-----|------|
| <b>Renvois à la police :</b>                       |     |     |     |     |      |
| - Transmission d'une plainte ou d'une dénonciation | 70  | 25  | 62  | 119 | 276  |
| - Renvoi à la police pour complément               | 85  | 64  | 173 | 65  | 387  |
| <b>Mandats d'investigation à la police</b>         | 209 | 344 | 216 | 349 | 1118 |
| <b>Commissions rogatoires reçues</b>               | 71  | 0   | 1   | 1   | 73   |
| <b>Commissions rogatoires exécutées</b>            | 45  | 0   | 0   | 5   | 50   |

|   |     |     |     |     |      |
|---|-----|-----|-----|-----|------|
| <b>Instructions en cours au 01.01.2011</b><br>(chiffre repris de la statistique 2010 des juges d'instruction) | 190 |     |     |     |      |
| <b>Instructions ouvertes en 2011</b> (par dossier)  | 170 | 235 | 161 | 727 | 1293 |
| <b>Instructions clôturées en 2011</b> (par dossier)   | 105 | 187 | 126 | 496 | 914  |
| <b>Instructions en cours au 31.12.2011</b> (par dossier)  | 69  | 155 | 48  | 283 | 555  |

## 4.2. Tribunaux régionaux

### **CHAMBRE DE CONCILIATION**

|   | Neuchâtel | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|-----------|--------|-------------------|-------|
| <b>Droit du travail</b>   |           |        |                   |       |
| En instruction au 1 <sup>er</sup> janvier                                   | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Enregistrées dans l'année   | 86        | 70     | 93                | 249   |
| Total   | 86        | 70     | 93                | 249   |
| Conciliation  | 24        | 17     | 25                | 66    |
| Non conciliation  | 36        | 28     | 32                | 96    |
| Proposition de jugement acceptée  | 0         | 1      | 2                 | 3     |
| Autorisation de procéder après opposition à la proposition de jugement      | 0         | 0      | 1                 | 1     |
| Décision  | 0         | 1      | 2                 | 3     |
| Autres  | 14        | 14     | 19                | 47    |
| En instruction au 31 décembre   | 12        | 9      | 12                | 33    |
| Total   | 86        | 70     | 93                | 249   |
| <b>Autres actions à l'exception du droit du bail et du droit du travail</b> |           |        |                   |       |
| En instruction au 1 <sup>er</sup> janvier                                   | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Enregistrées dans l'année   | 141       | 115    | 115               | 371   |
| Total   | 141       | 115    | 115               | 371   |

|  |            |            |            |            |
|--|------------|------------|------------|------------|
| Conciliation   | <b>12</b>  | <b>10</b>  | <b>13</b>  | <b>35</b>  |
| Non conciliation   | <b>57</b>  | <b>36</b>  | <b>37</b>  | <b>130</b> |
| Proposition de jugement acceptée                                       | <b>1</b>   | <b>3</b>   | <b>2</b>   | <b>6</b>   |
| Autorisation de procéder après opposition à la proposition de jugement | <b>0</b>   | <b>0</b>   | <b>0</b>   | <b>0</b>   |
| Décision   | <b>6</b>   | <b>3</b>   | <b>6</b>   | <b>15</b>  |
| Autres   | <b>36</b>  | <b>33</b>  | <b>14</b>  | <b>83</b>  |
| En instruction au 31 décembre  | <b>29</b>  | <b>30</b>  | <b>43</b>  | <b>102</b> |
| Total  | <b>141</b> | <b>115</b> | <b>115</b> | <b>371</b> |

La section deux (représentantes et représentants siégeant à la chambre de conciliation) de la loi d'introduction du code de procédure civile (LI-CPC) du 27 janvier 2010 prévoit des dispositions propres aux représentantes et aux représentants des employeurs et des employés en matière de droit du travail. Ainsi, l'existence de chambres de conciliation (art. 200 CPC) dans ce domaine constitue une nouveauté introduite par la réforme judiciaire. Comme pour le bail (voir tableau page 21), le taux de conciliation mentionné dans le tableau ci-dessus englobe tous les modes de liquidation, y compris les transactions extrajudiciaires, et ne correspond donc pas au taux de conciliation effectif obtenu en audience et qui est plus élevé. Cette manière de présenter les statistiques répond cependant aux exigences fédérales.

**CHAMBRE DE CONCILIATION (Droit du bail)**

|   | Neuchâtel                           | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
|---|-------------------------------------|--------|-------------------|-------|--------------------------|----|----|-----|---|----|----|-----|---|----|----|-----|---------------------|----|----|-----|--------------------|----|----|-----|-------|-----|-----|-----|
| Cas en instruction au 1 <sup>er</sup> janvier | 86                                  | 107    | 48                | 241   |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
| Cas enregistrées dans l'année                 | 316                                 | 244    | 208               | 768   |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
| Total   | 402                                 | 351    | 256               | 1'009 |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
| Cas liquidés                                  | 300                                 | 269    | 221               | 790   |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
| Cas en instruction au 31 décembre             | 102                                 | 82     | 35                | 219   |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
| Total   | 402                                 | 351    | 256               | 1'009 |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |
| Mode de règlement des cas                     | Conciliation en audience (CONC-OBJ) |        |                   |       | Pas d'entente (NONC-OBJ) |    |    |     | Proposition de jugement acceptée (PROPOS-JGT) |    |    |     | Autorisation de procéder après opposition à la proposition de jugement (créer...) |    |    |     | Décision (DECI-OBJ) |    |    |     | Autres (AUTRE-OBJ) |    |    |     | Total |     |     |     |
|   | NE                                  | BO     | CF                | TOT   | NE                       | BO | CF | TOT | NE  | BO | CF | TOT | NE  | BO | CF | TOT | NE                  | BO | CF | TOT | NE                 | BO | CF | TOT | NE    | BO  | CF  | TOT |
| Loyer initial                                 | 14                                  | 11     | 0                 | 25    | 0                        | 1  | 0  | 1   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0                   | 0  | 0  | 0   |                    |    |    |     | 14    | 12  | 0   | 26  |
| Augmentation du loyer                         | 36                                  | 24     | 31                | 91    | 2                        | 0  | 2  | 4   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   | 1  | 0  | 1   | 0                   | 0  | 0  | 0   |                    |    |    |     | 38    | 25  | 33  | 96  |
| Baisse de loyer                               | 35                                  | 52     | 19                | 106   | 7                        | 5  | 2  | 14  | 0   | 0  | 1  | 1   | 1   | 1  | 0  | 2   | 0                   | 0  | 0  | 0   |                    |    |    |     | 43    | 58  | 22  | 123 |
| Frais accessoires                             | 14                                  | 18     | 7                 | 39    | 2                        | 0  | 1  | 3   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0                   | 0  | 0  | 0   |                    |    |    |     | 16    | 18  | 8   | 42  |
| Résiliation ordinaire                         | 34                                  | 31     | 23                | 88    | 7                        | 0  | 4  | 11  | 0   | 0  | 2  | 2   | 1   | 2  | 3  | 6   | 1                   | 0  | 0  | 1   |                    |    |    |     | 43    | 33  | 32  | 108 |
| Résiliation extraordinaire                    | 8                                   | 22     | 3                 | 33    | 1                        | 0  | 1  | 2   | 0   | 2  | 0  | 2   | 0   | 0  | 0  | 0   | 2                   | 1  | 1  | 4   |                    |    |    |     | 11    | 25  | 5   | 41  |
| Prolongation du bail                          | 1                                   | 2      | 1                 | 4     | 0                        | 0  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   | 0  | 3  | 3   | 0                   | 0  | 0  | 0   |                    |    |    |     | 1     | 2   | 4   | 7   |
| Créance de paiement                           | 9                                   | 9      | 20                | 38    | 3                        | 0  | 13 | 16  | 0   | 0  | 1  | 1   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0                   | 0  | 0  | 0   |                    |    |    |     | 12    | 9   | 34  | 55  |
| Défaut de la chose louée                      | 10                                  | 23     | 11                | 44    | 7                        | 0  | 1  | 8   | 0   | 0  | 2  | 2   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0                   | 4  | 0  | 4   |                    |    |    |     | 17    | 27  | 14  | 58  |
| Autres motifs                                 | 12                                  | 8      | 4                 | 24    | 6                        | 5  | 8  | 19  | 0   | 0  | 0  | 0   | 0   | 0  | 0  | 0   | 0                   | 1  | 0  | 1   | 87                 | 46 | 57 | 190 | 105   | 60  | 69  | 234 |
| Total   | 173                                 | 200    | 119               | 492   | 35                       | 11 | 32 | 78  | 0   | 2  | 6  | 8   | 2   | 4  | 6  | 12  | 3                   | 6  | 1  | 10  | 87                 | 46 | 57 | 190 | 300   | 269 | 221 | 790 |
| en % (1)                                      | 58                                  | 74     | 54                | 62    | 12                       | 4  | 14 | 10  | 0   | 1  | 3  | 1   | 1   | 1  | 3  | 2   | 1                   | 2  | 0  | 1   | 29                 | 17 | 26 | 24  | 100   | 100 | 100 | 100 |
| en % (2)                                      | 81                                  | 90     | 73                | 82    |                          |    |    |     |   |    |    |     |   |    |    |     |                     |    |    |     |                    |    |    |     |       |     |     |     |

**Remarque:**

Statistique 2010 - Le taux de 82.50 % correspondait au % des cas ayant fait l'objet d'une audience, conciliés lors de celle-ci.

Statistique 2011 - Le taux de 62.00 % correspond au % de la totalité des cas traités, que ce soit en audience ou par le biais d'un autre mode de liquidation, par exemple d'une transaction extrajudiciaire. Les chiffres indiqués dans le tableau ci-dessus correspondent aux exigences de l'Office fédéral du logement (<http://www.bwo.admin.ch/themen/mietrecht/00161/index.html?lang=fr>).

En 2010 sur 919 cas liquidés, 818 ont été conciliés, liquidés par retrait, désistement, acquiescement, classement ou décision (89.00 %)

En 2011 sur 790 cas liquidés, 700 ont été conciliés, liquidés par retrait, désistement, acquiescement, classement, décision ou proposition de jugement acceptée (88.60 %)

1) Ce taux est calculé sur la totalité des cas liquidés, selon les critères fixés par l'Office fédéral du logement. Il englobe ainsi tous les modes de liquidation (judiciaires et extrajudiciaires).

2) Ce taux correspond au taux effectif de conciliation des cas traités en audience.

| <b>TRIBUNAL CIVIL</b>                        |  |           |        |                   |       |
|--|--|-----------|--------|-------------------|-------|
| <b>Procédure ordinaire (anc. écrite)</b>     |  | Neuchâtel | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |
| <b>Actions en divorce, etc.</b>              |  |           |        |                   |       |
| En instruction au 1 <sup>er</sup> janvier    |  | 103       | 113    | 183               | 399   |
| Enregistrées dans l'année                    |  | 196       | 160    | 230               | 586   |
| Total  |  | 299       | 273    | 413               | 985   |
| Liquidées par jugement                       |  | 154       | 154    | 261               | 569   |
| Liquidées sans jugement                      |  | 18        | 24     | 12                | 54    |
| En instruction au 31 décembre                |  | 127       | 95     | 140               | 362   |
| Total  |  | 299       | 273    | 413               | 985   |
| <b>Autres actions de procédure ordinaire</b> |  |           |        |                   |       |
| En instruction au 1 <sup>er</sup> janvier    |  | 25        | 21     | 40                | 86    |
| Reçues du Tribunal cantonal au 1er janvier   |  | 64        | 66     | 82                | 212   |
| Enregistrées dans l'année                    |  | 35        | 15     | 19                | 69    |
| Total  |  | 124       | 102    | 141               | 367   |
| Liquidées par jugement                       |  | 9         | 8      | 18                | 35    |
| Liquidées sans jugement                      |  | 25        | 22     | 23                | 70    |
| En instruction au 31 décembre                |  | 90        | 72     | 100               | 262   |
| Total  |  | 124       | 102    | 141               | 367   |

| <b>TRIBUNAL CIVIL</b>   | Neuchâtel | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|-----------|--------|-------------------|-------|
| <b>Procédure simplifiée (anc. orale)</b>  |           |        |                   |       |
| <b>Procédures indépendantes se rapportant aux enfants dans les affaires de droit de la famille (art. 252ss CCS)</b> |           |        |                   |       |
| En instruction au 1 <sup>er</sup> janvier   | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Reçues du Tribunal cantonal au 1 <sup>er</sup> janvier  | 8         | 7      | 12                | 27    |
| Enregistrées dans l'année   | 11        | 9      | 26                | 46    |
| Total   | 19        | 16     | 38                | 73    |
| Liquidées par jugement  | 9         | 9      | 13                | 31    |
| Liquidées sans jugement   | 2         | 2      | 1                 | 5     |
| En instruction au 31 décembre   | 8         | 5      | 24                | 37    |
| Total   | 19        | 16     | 38                | 73    |
| <b>Autres actions de procédure simplifiée</b>   |           |        |                   |       |
| - en instruction au 1 <sup>er</sup> janvier   | 130       | 63     | 96                | 289   |
| Reçues du Tribunal cantonal au 1er janvier  | 8         | 4      | 0                 | 12    |
| Enregistrées dans l'année   | 56        | 48     | 54                | 158   |
| Total   | 194       | 115    | 150               | 459   |
| Liquidées par jugement  | 35        | 31     | 35                | 101   |
| Liquidées sans jugement   | 65        | 39     | 57                | 161   |
| En instruction au 31 décembre   | 94        | 45     | 58                | 197   |
| Total   | 194       | 115    | 150               | 459   |

| <b><i>Procédure sommaire, contentieuse ou gracieuse et divers</i></b>  | Neuchâtel | Boudry  | La Chaux-de-Fonds | Total     |
|--|-----------|---------|-------------------|-----------|
| Mesures protectrices de l'union conjugale  | 105       | 86      | 121               | 312       |
| Mises à ban  | 19        | 16      | 8                 | 43        |
| Annulations de titres  | 9         | 8       | 14                | 31        |
| Mainlevées d'opposition  | 470       | 385     | 550               | 1'405     |
| Séquestres   | 10        | 9       | 38                | 57        |
| Réquisitions de faillite   | 198       | 163     | 259               | 620       |
| Concordat  | 2         | 2       | 3                 | 7         |
| Expulsions du locataire (art.257d CO)  | 57        | 47      | 94                | 198       |
| Enchères publiques   | 4         |         | 2                 | 6         |
| Entraide judiciaire (notifications et commissions rogatoires)  | 100       | 80      | 93                | 273       |
| Mémoires préventifs  | 1         | 1       | 1                 | 3         |
| Mesures provisoires (y compris matrimonial)  | 37        | 25      | 41                | 103       |
| Autres affaires,   | 68        | 56      | 75                | 199       |
| Assistance judiciaire avant procès   | 14        | 12      | 34                | 60        |
| Total des affaires enregistrées dans l'année   | 1'094     | 890     | 1'333             | 3'317     |
| Total des émoluments encaissés durant l'année (arrondi)  | 591'155   | 516'664 | 744'321           | 1'852'140 |
| <b><u>Successions</u></b>  |           |         |                   |           |
| Ouvertes dans l'année  | 476       | 444     | 584               | 1'504     |
| Appositions de scellés   | 6         | 6       | 3                 | 15        |
| Inventaires (art.490 et 553 CCS)   | 8         | 6       | 6                 | 14        |
| Administrations officielles (art.554 CCS)  | 8         | 4       | 6                 | 18        |
| Répudiations de successions  | 28        | 35      | 56                | 119       |
| Ordonnances de liquidation de successions par l'Office des faillites (art.566 al.2 ou art.573 CCS et 193 LP) | 45        | 45      | 87                | 177       |

| <b>Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte</b> |              | Neuchâtel    | Boudry     | La Chaux-de-Fonds | Total        |
|--|--------------|--------------|------------|-------------------|--------------|
| <b>Dossiers en cours au 1<sup>er</sup> janvier</b>       |              |              |            |                   |              |
| <b>Majeurs</b>   |              |              |            |                   |              |
| Tutelle  | art.369      | 133          | 128        | 234               | 495          |
| Tutelle  | art.370      | 14           | 4          | 13                | 31           |
| Tutelle  | art.371      | 1            | 1          | 0                 | 2            |
| Tutelle  | art.372      | 175          | 105        | 244               | 524          |
| dont plac. autor. parent.                                | art.385 ch.3 | 46           | 71         | 118               | 235          |
| Curatelle  | art.392 ch.1 | 7            | 13         | 15                | 35           |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 1            | 3          | 1                 | 5            |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 2            | 3          | 2                 | 7            |
| dont suite adop. CLaH du 22.6.2001                       |              | 1            |            |                   | 1            |
| Curatelle  | art.393      | 25           | 37         | 21                | 83           |
| Curatelle  | art.394      | 286          | 222        | 231               | 739          |
| Conseil légal  | art.395      | 11           | 13         | 88                | 112          |
| Priv. liberté assistance                                 | art.397a     | 27           | 10         | 32                | 69           |
| <b>Mineurs</b>   |              |              |            |                   |              |
| Surveillance   | art.307      | 1            | 4          | 16                | 21           |
| Curatelle  | art.308      | 203          | 177        | 489               | 869          |
| Curatelle  | art.309      | 15           | 8          | 35                | 58           |
| Retrait de garde   | art.310      | 66           | 41         | 119               | 226          |
| Retrait autor. parentale                                 | art.311/312  | 4            | 1          | 13                | 18           |
| Protection des biens                                     | art.324      |              |            |                   |              |
| Curat. d'administration                                  | art.325      | 0            | 0          | 9                 | 9            |
| Tutelle  | art.368      | 28           | 21         | 53                | 102          |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 14           | 13         | 42                | 69           |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 1            | 6          | 4                 | 11           |
| Total  |              | <b>1'014</b> | <b>810</b> | <b>1'661</b>      | <b>3'485</b> |
| Inventaires art.318                                      |              | 18           | 15         | 46                | 79           |
| Actions alimentaires                                     |              | 16           | 18         | 35                | 69           |
| Modification de l'autorité parentale                     |              | 2            | 8          | 18                | 28           |
| Adoptions  |              | 3            | 1          | 0                 | 4            |

| <b>Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (suite)</b> |              | Neuchâtel | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|--------------|-----------|--------|-------------------|-------|
| <b>Dossiers enregistrés dans l'année</b>                         |              |           |        |                   |       |
| <b>Majeurs</b>   |              |           |        |                   |       |
| Tutelle  | art.369      | 21        | 5      | 17                | 43    |
| Tutelle  | art.370      | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Tutelle  | art.371      | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Tutelle  | art.372      | 11        | 15     | 23                | 49    |
| dont plac. autor. parent.  | art.385 ch.3 | 7         | 4      | 10                | 21    |
| Curatelle  | art.392 ch.1 | 4         | 8      | 3                 | 15    |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 0         | 2      | 0                 | 2     |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 2         | 0      | 3                 | 5     |
| dont suite adop. CLaH du 22.6.2001                               |              | 1         |        |                   | 1     |
| Curatelle  | art.393      | 16        | 13     | 1                 | 30    |
| Curatelle  | art.394      | 65        | 33     | 51                | 149   |
| Conseil légal  | art.395      | 0         | 5      | 26                | 31    |
| Priv. liberté assistance   | art.397a     | 102       | 95     | 119               | 316   |
| <b>Mineurs</b>   |              |           |        |                   |       |
| Surveillance   | art.307      | 1         | 2      | 12                | 15    |
| Curatelle  | art.308      | 33        | 34     | 83                | 150   |
| Curatelle  | art.309      | 6         | 3      | 7                 | 16    |
| Retrait de garde   | art.310      | 18        | 19     | 30                | 67    |
| Retrait autor. parentale   | art.311/312  | 0         | 0      | 1                 | 1     |
| Protection des biens   | art.324      | 0         | 0      | 1                 | 1     |
| Curat. d'administration  | art.325      | 0         | 0      | 5                 | 5     |
| Tutelle  | art.368      | 4         | 4      | 12                | 20    |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 9         | 8      | 21                | 38    |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 0         | 1      | 1                 | 2     |
| Total  |              | 292       | 247    | 416               | 955   |
| Inventaires art.318  |              | 24        | 41     | 51                | 116   |
| Actions alimentaires   |              | 28        | 38     | 59                | 125   |
| Modification de l'autorité parentale                             |              | 10        | 29     | 39                | 78    |
| Adoptions  |              | 0         | 1      |                   | 1     |

| <b>Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (suite)</b> |              | Neuchâtel | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |
|--|--------------|-----------|--------|-------------------|-------|
| <b>Dossiers classés dans l'année</b>                             |              |           |        |                   |       |
| <b>Majeurs</b>   |              |           |        |                   |       |
| Tutelle  | art.369      | 2         | 5      | 7                 | 14    |
| Tutelle  | art.370      | 0         | 1      | 1                 | 2     |
| Tutelle  | art.371      | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Tutelle  | art.372      | 9         | 5      | 3                 | 17    |
| dont plac. autor. parent.  | art.385 ch.3 | 0         | 0      | 4                 | 4     |
| Curatelle  | art.392 ch.1 | 4         | 13     | 8                 | 25    |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 0         | 1      | 0                 | 1     |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 0         | 1      | 1                 | 2     |
| dont suite adop. ClAH du 22.6.2001                               |              | 1         | 0      | 0                 | 1     |
| Curatelle  | art.393      | 8         | 10     | 7                 | 25    |
| Curatelle  | art.394      | 32        | 30     | 29                | 91    |
| Conseil légal  | art.395      | 2         | 4      | 27                | 33    |
| Priv. liberté assistance   | art.397a     | 103       | 89     | 125               | 317   |
| <b>Mineurs</b>   |              |           |        |                   |       |
| Surveillance   | art.307      | 0         | 3      | 5                 | 8     |
| Curatelle  | art.308      | 34        | 34     | 119               | 187   |
| Curatelle  | art.309      | 6         | 3      | 23                | 32    |
| Retrait de garde   | art.310      | 19        | 16     | 36                | 71    |
| Retrait autor. parentale   | art.311/312  | 0         | 1      | 3                 | 4     |
| Protection des biens   | art.324      | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Curat. d'administration  | art.325      | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Tutelle  | art.368      | 14        | 10     | 16                | 40    |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 8         | 9      | 23                | 40    |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 1         | 4      | 3                 | 8     |
| Total  |              | 242       | 239    | 436               | 917   |
| Inventaires art.318  |              | 25        | 32     | 42                | 99    |
| Actions alimentaires   |              | 34        | 32     | 64                | 130   |
| Modification de l'autorité parentale                             |              | 9         | 29     | 40                | 78    |
| Adoptions  |              | 2         | 2      | 0                 | 4     |

| <b>Autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (suite)</b> |              | Neuchâtel    | Boudry     | La Chaux-de-Fonds | Total        |
|--|--------------|--------------|------------|-------------------|--------------|
| <b>Dossiers en cours au 31 décembre</b>                          |              |              |            |                   |              |
| <b>Majeurs</b>   |              |              |            |                   |              |
| Tutelle  | art.369      | 152          | 128        | 244               | 524          |
| Tutelle  | art.370      | 14           | 3          | 12                | 29           |
| Tutelle  | art.371      | 1            | 1          | 0                 | 2            |
| Tutelle  | art.372      | 177          | 115        | 264               | 556          |
| dont plac. autor. parent.  | art.385 ch.3 | 53           | 75         | 124               | 252          |
| Curatelle  | art.392 ch.1 | 7            | 8          | 10                | 25           |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 1            | 4          | 1                 | 6            |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 4            | 2          | 4                 | 10           |
| dont suite adop. CLaH du 22.6.2001                               |              | 1            |            |                   | 1            |
| Curatelle  | art.393      | 33           | 40         | 15                | 88           |
| Curatelle  | art.394      | 319          | 225        | 253               | 797          |
| Conseil légal  | art.395      | 9            | 14         | 87                | 110          |
| Priv. liberté assistance   | art.397a     | 26           | 16         | 26                | 68           |
| <b>Mineurs</b>   |              |              |            |                   |              |
| Surveillance   | art.307      | 2            | 3          | 23                | 28           |
| Curatelle  | art.308      | 202          | 177        | 453               | 832          |
| Curatelle  | art.309      | 15           | 8          | 19                | 42           |
| Retrait de garde   | art.310      | 65           | 44         | 113               | 222          |
| Retrait autor. parentale   | art.311/312  | 4            | 0          | 11                | 15           |
| Protection des biens   | art.324      | 0            | 0          | 1                 | 1            |
| Curat. d'administration  | art.325      | 0            | 0          | 14                | 14           |
| Tutelle  | art.368      | 18           | 15         | 49                | 82           |
| Curatelle  | art.392 ch.2 | 15           | 12         | 40                | 67           |
| Curatelle  | art.392 ch.3 | 0            | 3          | 2                 | 5            |
| Total  |              | <b>1'064</b> | <b>818</b> | <b>1'641</b>      | <b>3'523</b> |
| Inventaires art.318  |              | 17           | 24         | 55                | 96           |
| Actions alimentaires   |              | 10           | 24         | 30                | 64           |
| Modification de l'autorité parentale                             |              | 3            | 8          | 17                | 28           |
| Adoptions  |              | 1            | 0          |                   | 1            |

| <b>Procédure pénale</b>   | Neuchâtel | Boudry | La Chaux-de-Fonds | Total |
|---|-----------|--------|-------------------|-------|
| <b>Tribunal des mesures de contrainte</b>   |           |        |                   |       |
| Décisions relatives à la détention et mesures de substitution (art. 224ss, 229ss, 237ss CPP)  | 70        | 84     | 103               | 257   |
| Décisions de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (art 269ss CPP) | 21        | 60     | 27                | 108   |
| Décisions de surveillance des relations bancaires (art. 284ss CPP)                            | 0         | 0      | 0                 | 0     |
| Autres décisions  | 14        | 4      | 6                 | 24    |
| <b>Tribunal de police</b>   |           |        |                   |       |
| Dossiers en cours au 1er janvier  | 140       | 70     | 222               | 432   |
| Dossiers reçus dans l'année   | 103       | 84     | 144               | 331   |
| Total   | 243       | 154    | 366               | 763   |
| Dossiers liquidés par jugement  | 165       | 85     | 203               | 453   |
| Dossiers liquidés sans jugement   | 46        | 35     | 102               | 183   |
| Dossiers en cours au 31 décembre  | 32        | 34     | 61                | 127   |
| Total   | 243       | 154    | 366               | 763   |
| Mesures de contrainte (LSEE)  | 3         | 0      | 3                 | 6     |
| Conversions d'amendes   | 192       | 383    | 580               | 1'155 |
| <b>Tribunal criminel (anc. correctionnel)</b>   |           |        |                   |       |
| Dossiers en cours au 1 <sup>er</sup> janvier  | 3         | 6      | 10                | 19    |
| Dossiers reçus dans l'année   | 12        | 10     | 14                | 36    |
| Total   | 15        | 16     | 24                | 55    |
| Dossiers liquidés par jugement  | 9         | 10     | 11                | 30    |
| Dossiers liquidés sans jugement   | 2         | 0      | 8                 | 10    |
| Dossiers en cours au 31 décembre  | 4         | 6      | 5                 | 15    |
| Total   | 15        | 16     | 24                | 55    |

| <b><i>Tribunal pénal des mineurs</i></b>      | <b>DPMIn<br/>PPMin</b> | <b>Boudry</b> | <b>La Chaux-de-<br/>Fonds</b> | <b>Total</b> |
|---|------------------------|---------------|-------------------------------|--------------|
| Dossiers en cours au 1er janvier              |                        | 65            | 76                            | <b>141</b>   |
| Dossiers ouverts durant l'année               |                        | 351           | 199                           | <b>550</b>   |
| Dossiers liquidés par le juge des mineurs     |                        | 356           | 237                           | <b>593</b>   |
| Dossiers liquidés par le Tribunal des mineurs |                        |               | 3                             | <b>3</b>     |
| Dossiers en cours au 31 décembre              |                        | 60            | 35                            | <b>95</b>    |

|                          |   |             |     |           |            |
|--------------------------|---|-------------|-----|-----------|------------|
|                          | Nombre de mineurs                                 |             | 421 | 289       | <b>710</b> |
|                          | - garçons   |             | 331 | 222       | <b>553</b> |
|                          | - filles  |             | 90  | 70        | <b>160</b> |
|                          | - mineurs de moins de 15 ans                      |             | 111 | 84        | <b>195</b> |
|                          | - mineurs de 15 ans et plus                       |             | 310 | 205       | <b>515</b> |
| Instruction              | Mesures de protection à titre provisionnel        | 29<br>PPMin | 3   | 3         | <b>6</b>   |
|                          | Détention provisoire ou pour des motifs de sûreté | 27<br>PPMin | 5   | 4         | <b>9</b>   |
|                          | Observation institutionnelle                      | 9           | 1   | 1         | <b>2</b>   |
|                          | Expertise psychiatrique                           | 9           | 1   | 1         | <b>2</b>   |
|                          | Médiation   | 17<br>PPMin | 3   | 1         | <b>4</b>   |
| Jugement                 | Surveillance                                      | 12          |     | 1         | <b>1</b>   |
|                          | Assistance personnelle                            | 13          | 2   | 3         | <b>5</b>   |
|                          | Traitement ambulatoire                            | 14          | 1   | 3         | <b>4</b>   |
|                          | Placement en institution ouverte (15 al. 1 DPMIn) | 15/1        | 0   | 1         | <b>1</b>   |
|                          | Placement en institution fermée (15 al. 2 DPMIn)  | 15/2        |     | 1         | <b>1</b>   |
|                          | Exemption de peine (art. 21 DPMIn)                | 21          | 45  | 20        | <b>65</b>  |
|                          | Réprimande  | 22          | 43  | 23        | <b>66</b>  |
|                          | Réprimande avec délai d'épreuve                   | 22          |     | 0         | <b>0</b>   |
|                          | Prestation personnelle 1/2 - 10 jours             | 23          | 98  | 83        | <b>181</b> |
|                          | Prestation personnelle + de 10 jours              | 23          | 4   | 13        | <b>17</b>  |
|                          | Amende  | 24          | 64  | 35        | <b>99</b>  |
|                          | Privation de liberté                              | 25          | 4   | 4         | <b>8</b>   |
| Sursis ou sursis partiel | 35  | 28          | 47  | <b>75</b> |            |
| Exécution                | Exécution: décisions post OP ou JGT               |             | 7   | 12        | <b>19</b>  |
|                          | Fin de mesures                                    |             | 19  | 1         | <b>10</b>  |

### 4.3. Tribunal cantonal

Remarque : les chiffres entre parenthèses concernent l'année précédente; un changement de critère de liquidation a pu occasionner, ici ou là, une légère différence quant aux affaires pendantes en début d'exercice.

#### *Cour plénière*

|   |  |  |   |     |
|---|--|--|---|-----|
| enquêtes disciplinaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |  | - | (-) |
| enquêtes enregistrées en 2011                         |  |  | - | (-) |
| enquêtes liquidées                                    |  |  | - | (-) |
| enquêtes pendantes au 31 décembre 2011                |  |  | - | (-) |
| autres décisions                                      |  |  | - | (3) |

#### *Cours civiles*

(aOJ : CC)

|  |   |       |       |       |
|--|---|-------|-------|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010   |   |       | 331   | (369) |
| affaires enregistrées en 2011            |   |       | 2     | (187) |
| - procédure contentieuse                 |   | -     | (130) |       |
| - de nature pécuniaire                   | - | (101) |       |       |
| - du droit de la filiation               | - | (29)  |       |       |
| - appels                                 |   | 2     | (15)  |       |
| - recours en matière LP                  |   | -     | (34)  |       |
| - concordats                             |   | -     | (-)   |       |
| - contestations d'honoraires de notaires |   | -     | (3)   |       |
| - procédures non contentieuses           |   | -     | (5)   |       |
| affaires liquidées                       |   |       | 315   | (223) |
| - par jugement                           |   | 61    | (131) |       |
| - sans jugement                          |   | 254   | (92)  |       |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011   |   |       | 18    | (333) |

parmi les 315 affaires liquidées sans jugement figurent 249 affaires transmises aux tribunaux régionaux, compétents au vu de la nouvelle organisation judiciaire

**Cour civile****(nOJ : CCIV)**

|  |  |  |    |
|--|--|--|----|
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | 13 |
| affaires liquidées                     |  |  | 7  |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | 6  |

**Cour d'appel civile****(nOJ : CACIV)**

|  |  |  |     |
|--|--|--|-----|
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | 106 |
| affaires liquidées                     |  |  | 42  |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | 64  |

**Autorité cantonale supérieure de surveillance des offices des poursuites et des faillites****(aOJ (ASLP) et nOJ (ASSLP))**

|  |  |   |     |     |
|--|--|---|-----|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |   | 3   | (4) |
| affaires enregistrées en 2011          |  |   | 11  | (7) |
| affaires liquidées                     |  |   | 13  | (8) |
| - admises                              |  | 2 | (1) |     |
| - mal fondées                          |  | 7 | (2) |     |
| - irrecevables                         |  | 1 | (5) |     |
| - retirées / classements               |  | 3 | (-) |     |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |   | 1   | (3) |

***Cour de cassation civile*****(aOJ : CCC)**

|                                      |  |    |      |       |
|--------------------------------------|--|----|------|-------|
| recours pendants au 31 décembre 2010 |  |    | 54   | (61)  |
| recours enregistrés en 2011          |  |    | 28   | (187) |
| recours liquidés                     |  |    | 77   | (195) |
| - admis                              |  | 26 | (58) |       |
| - mal fondés                         |  | 40 | (81) |       |
| - irrecevables                       |  | 2  | (10) |       |
| - retirés - classés                  |  | 9  | (46) |       |
| recours pendants au 31 décembre 2011 |  |    | 5    | (53)  |

***Autorité de recours en matière civile*****(nOJ : ARMC)**

|  |  |  |  |     |
|--|--|--|--|-----|
| affaires enregistrées en 2011          |  |  |  | 141 |
| affaires liquidées                     |  |  |  | 105 |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  |  | 36  |

***Chambre des affaires arbitrales*****(aOJ et nOJ : CHAR)**

|  |  |  |   |     |
|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |  | 1 | (1) |
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | 1 | (3) |
| affaires liquidées                     |  |  | 2 | (3) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | - | (1) |

**Autorité tutélaire de surveillance****(aOJ : ATS)**

|  |  |    |      |      |
|--|--|----|------|------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |    | 33   | (32) |
| affaires enregistrées en 2011          |  |    | 1    | (89) |
| affaires liquidées                     |  |    | 31   | (88) |
| - décisions sur recours                |  | 16 | (29) |      |
| - jugements d'adoption                 |  | 8  | (22) |      |
| - autres décisions                     |  | 7  | (37) |      |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |    | 3    | (33) |

**Cour des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte****(nOJ : CMPEA)**

|  |  |  |  |    |
|--|--|--|--|----|
| affaires enregistrées en 2011          |  |  |  | 65 |
| affaires liquidées                     |  |  |  | 47 |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  |  | 18 |

**Chambre d'accusation****(aOJ : CHAC)**

|  |  |    |      |       |
|--|--|----|------|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010                   |  |    | 19   | (40)  |
| affaires enregistrées en 2011                            |  |    | 1    | (204) |
| affaires liquidées                                       |  |    | 20   | (225) |
| - recours c/ décisions des juges d'instruction           |  | 3  | (34) |       |
| - requêtes en prolongation de la détention préventive    |  | -  | (6)  |       |
| - recours c/ décisions du ministère public               |  | 16 | (88) |       |
| - transmissions du ministère public (179 CPP al.1 lit.a) |  | -  | (5)  |       |
| - autres décisions de la CHAC ou de son président        |  | 1  | (92) |       |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011                   |  |    | -    | (19)  |

**Autorité de recours en matière pénale****(nOJ : ARMP)**

|  |  |  |  |     |
|--|--|--|--|-----|
| affaires enregistrées en 2011          |  |  |  | 128 |
| affaires liquidées                     |  |  |  | 97  |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  |  | 31  |

**Cour d'assises****(aOJ : CA)**

|  |  |  |   |     |
|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |  | 1 | (3) |
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | - | (4) |
| affaires liquidées                     |  |  | 1 | (6) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | - | (1) |

***Tribunal pénal économique*****(aOJ : TPE)**

|  |  |  |   |     |
|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |  | - | (1) |
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | - | (-) |
| affaires liquidées                     |  |  | - | (1) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | - | (-) |

***Cour de cassation pénale*****(aOJ : CCP)**

|  |    |      |       |       |
|--|----|------|-------|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |    |      | 61    | (41)  |
| - pourvois en cassation                |    | 60   | (41)  |       |
| - demandes de réhabilitation           |    | -    | (-)   |       |
| - demandes de révision                 |    | 1    | (-)   |       |
| affaires enregistrées en 2011          |    |      | 30    | (140) |
| - pourvois en cassation                |    | 30   | (136) |       |
| - demandes de réhabilitation           |    | -    | (-)   |       |
| - demandes de révision                 |    | -    | (4)   |       |
| affaires liquidées                     |    |      | 87    | (120) |
| - pourvois en cassation                |    | 86   | (117) |       |
| - admis                                | 30 | (37) |       |       |
| - mal fondés                           | 47 | (67) |       |       |
| - irrecevables                         | 7  | (12) |       |       |
| - retirés                              | 2  | (1)  |       |       |
| - demandes de réhabilitation           |    | -    | (-)   |       |
| - admises                              | -  | (-)  |       |       |
| - refusées                             | -  | (-)  |       |       |
| - retirées                             | -  | (-)  |       |       |
| - demandes de révision                 |    | 1    | (3)   |       |
| - admises                              | -  | (-)  |       |       |
| - mal fondées                          | 1  | (2)  |       |       |
| - retirées                             | -  | (1)  |       |       |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |    |      | 4     | (61)  |
| - pourvois en cassation                |    | 4    | (60)  |       |
| - demandes de réhabilitation           |    | -    | (-)   |       |
| - demandes de révision                 |    | -    | (1)   |       |

***Cour pénale*****(nOJ : CPEN)**

|  |  |  |    |
|--|--|--|----|
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | 83 |
| affaires liquidées                     |  |  | 40 |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | 43 |

**Cour de droit public****(nOJ : CDP, avec reprise des affaires aOJ TA et TFISC)**

|  |    |      |       |       |
|--|----|------|-------|-------|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010                 |    |      | 478   | (391) |
| affaires enregistrées en 2011                          |    |      | 463   | (443) |
| - droit administratif                                  |    | 248  | (205) |       |
| - impôts et taxes                                      | 93 | (23) |       |       |
| - séjour des étrangers                                 | 31 | (41) |       |       |
| - aménagement du territoire et constructions           | 13 | (12) |       |       |
| - statut des fonctionnaires                            | 26 | (19) |       |       |
| - assistance judiciaire                                | 6  | (19) |       |       |
| - circulation routière                                 | 8  | (6)  |       |       |
| - responsabilité des collectivités publiques (actions) | 6  | (7)  |       |       |
| - bourses d'étude                                      | -  | (1)  |       |       |
| - droit des marchés publics                            | 8  | (9)  |       |       |
| - aide aux victimes d'infractions                      | 1  | (-)  |       |       |
| - environnement et protection de la nature             | 2  | (2)  |       |       |
| - améliorations foncières et droit foncier rural       | -  | (1)  |       |       |
| - exécution des peines                                 | 4  | (4)  |       |       |
| - établissements publics                               | -  | (2)  |       |       |
| - affaires scolaires                                   | 3  | (1)  |       |       |
| - expropriation  | -  | (-)  |       |       |
| - aide sociale   | 1  | (1)  |       |       |
| - droit de procédure                                   | 23 | (23) |       |       |
| - vente d'appartements loués                           | -  | (-)  |       |       |
| - usage du domaine public                              | 1  | (2)  |       |       |
| - recours avocats/notaires                             | 5  |      |       |       |
| - divers   | 17 | (32) |       |       |
| - assurances sociales                                  |    |      | 215   | (238) |
| - assurance-accidents                                  | 30 | (35) |       |       |
| - assurance-chômage                                    | 43 | (72) |       |       |
| - allocations familiales                               | 2  | (1)  |       |       |
| - assurance-invalidité                                 | 83 | (80) |       |       |
| - AVS  | 12 | (13) |       |       |
| - assurance-maladie                                    | 10 | (8)  |       |       |
| - assurance militaire                                  | 1  | (1)  |       |       |
| - prestations complément. à l'AVS/AI                   | 19 | (12) |       |       |

|   |     |      |     |       |
|---|-----|------|-----|-------|
| - allocations pour perte de gain                      | -   | (-)  |     |       |
| - prévoyance professionnelle (actions)                | 7   | (6)  |     |       |
| - partage des prestations de sortie en cas de divorce | 8   | (10) |     |       |
| affaires liquidées                                    |     |      | 496 | (356) |
| - droit administratif                                 |     |      | 249 | (148) |
| - admises   | 77  | (37) |     |       |
| - irrecevables  | 25  | (12) |     |       |
| - mal fondées   | 103 | (63) |     |       |
| - retraits / transactions / classements               | 46  | (36) |     |       |
| - assurances sociales                                 |     |      | 245 | (208) |
| - admises   | 104 | (93) |     |       |
| - irrecevables  | 10  | (13) |     |       |
| - mal fondées   | 119 | (82) |     |       |
| - retraits / transactions / classements               | 12  | (20) |     |       |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011                |     |      | 445 | (478) |

**Note : 1. parmi les 463 affaires enregistrées en 2011 figurent**

- 33 affaires du Tribunal fiscal pendantes au 31 décembre 2010
- 5 affaires en matière de recours avocats/notaires compte tenu des nouvelles compétences de la Cour de droit public en la matière

**2. dans le tableau 2010, il y a eu une inversion des chiffres entre droit administratif et assurances sociales pour les affaires liquidées)**

***Tribunal arbitral (art.89 LAMal)***

**(aOJ : TARB)**

|  |  |  |   |     |
|--|--|--|---|-----|
| affaires pendantes au 31 décembre 2010 |  |  | 1 | (4) |
| affaires enregistrées en 2011          |  |  | - | (-) |
| affaires liquidées                     |  |  | - | (3) |
| affaires pendantes au 31 décembre 2011 |  |  | 1 | (1) |

**Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat****(aOJ : ARAN)**

|                                      |  |     |   |     |
|--------------------------------------|--|-----|---|-----|
| recours pendants au 31 décembre 2010 |  |     | - | (1) |
| recours enregistrés en 2011          |  |     | - | (2) |
| recours liquidés                     |  |     | - | (3) |
| - admis                              |  | (1) |   |     |
| - mal fondés                         |  | (2) |   |     |
| - irrecevables                       |  | (-) |   |     |
| - retirés / classés                  |  | (-) |   |     |
| recours pendants au 31 décembre 2011 |  |     | - | (-) |

**Selon la nouvelle organisation judiciaire en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011, les recours en la matière sont de la compétence de la Cour de droit public**

| <b>Recours au Tribunal fédéral<br/>(aOJ)</b>   | Pendants au 1 <sup>er</sup><br>janvier | Interjetés dans<br>l'année | Admis     | Mal fondés | Irrecevables | Retirés   | Pendants au<br>31déc. |
|--|--|----------------------------|-----------|------------|--------------|-----------|-----------------------|
| Cours civiles (CC aOJ)   | 6                                      | 9                          | 3         | 8          | -            | 2         | 2                     |
| Cour civile (CCIV nOJ)   |  | -                          | -         | -          | -            | -         | -                     |
| Cour d'appel civile (CACIV nOJ)  |  | 2                          | -         | 1          | -            | -         | 1                     |
| Cour de cassation civile (CCC aOJ)   | 3                                      | 12                         | 6         | 4          | 2            | -         | 3                     |
| Autorité de recours en matière civile (ARMC nOJ)   |  | 6                          | -         | 1          | 5            | -         | -                     |
| Chambre des affaires arbitrales (CHAR nOJ)   |  | 1                          | -         | -          | -            | -         | 1                     |
| Autorité cantonale supérieure de surveillance des offices des poursuites et des faillites (ASLP aOJ) | -                                      | 1                          | -         | 1          | -            | -         | -                     |
| Autorité supérieure de surveillance en matière de poursuites et faillites (ASSLP nOJ)                |  | 2                          | -         | -          | 2            | -         | -                     |
| Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat (ARAN aOJ)                              | -                                      | -                          | -         | -          | -            | -         | -                     |
| Autorité tutélaire de surveillance (ATS aOJ)   | 1                                      | 4                          | -         | 3          | 2            | -         | -                     |
| Cour des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte (CMPEA nOJ)                                |  | 3                          | -         | 1          | 1            | -         | 1                     |
| Chambre d'accusation (CHAC aOJ)  | 2                                      | -                          | 1         | 1          | -            | -         | -                     |
| Autorité de recours en matière pénale (ARMP nOJ)   |  | 9                          | -         | 3          | 5            | -         | 1                     |
| Cour de cassation pénale (CCP aOJ)   | 7                                      | 32                         | 2         | 22         | 7            | 1         | 7                     |
| Cour pénale (CPEN nOJ)   |  | 6                          | -         | -          | 2            | -         | 4                     |
| Cour de droit public (Tribunal administratif + Tribunal fiscal aOJ) TF Lausanne                      | 18                                     | 39                         | 4         | 21         | 4            | 12        | 16                    |
| Cour de droit public (Tribunal administratif + Tribunal fiscal aOJ) TF Lucerne                       | 10                                     | 41                         | 5         | 19         | 5            | 1         | 21                    |
| Tribunal arbitral (89 LAMal)   | -                                      | -                          | -         | -          | -            | -         | -                     |
| <b>Total</b>   | <b>47</b>                              | <b>167</b>                 | <b>21</b> | <b>85</b>  | <b>35</b>    | <b>16</b> | <b>57</b>             |

# TABLE DES MATIÈRES

|           |  |           |
|-----------|--|-----------|
| <b>1.</b> | <b><i>Commission administrative et secrétariat général des autorités judiciaires</i></b> ..... | <b>1</b>  |
| 1.1.      | Introduction .....   | 1         |
| 1.2.      | Ressources humaines .....  | 2         |
| 1.3.      | Finances .....   | 5         |
| 1.4.      | Commission sur l'autonomie des autorités judiciaires .....                                     | 6         |
| 1.5.      | Bâtiment judiciaire .....  | 9         |
| 1.6.      | Instruments de contrôle .....  | 10        |
| 1.7.      | Système de contrôle interne .....  | 10        |
| 1.8.      | Informatique .....   | 11        |
| 1.9.      | Divers .....   | 12        |
| <b>2.</b> | <b><i>Conseil de la Magistrature</i></b> .....   | <b>13</b> |
| 2.1.      | Les inspections des sites judiciaires.....   | 13        |
| 2.2.      | Mobilité.....  | 13        |
| 2.3.      | Contacts avec la commission judiciaire, le chef du DJSF et la CAAJ .....                       | 14        |
| 2.4.      | Suppléances .....  | 14        |
| <b>3.</b> | <b><i>Conclusion</i></b> .....   | <b>15</b> |
| <b>4.</b> | <b><i>Statistiques</i></b> .....   | <b>17</b> |
| 4.1.      | Ministère public .....   | 17        |
| 4.2.      | Tribunaux régionaux .....  | 19        |
| 4.3.      | Tribunal cantonal .....  | 31        |

Neuchâtel, le 3 février 2012

Conseil de la magistrature et commission administrative des autorités judiciaires